

SYNDICALISME UNIVERSITAIRE

Bulletin hebdomadaire du Syndicat Général de l'Education Nationale (C. F. T. C.)

82, Rue d'Hauteville, PARIS (10^e) — Téléphone : PRO 92-37

Editorial

A PROPOS D'UNE CAMPAGNE

NOUS ne pouvons laisser la campagne que le Comité National d'action laïque, appuyé par les organisations politiques et syndicales habituelles, a lancée le 29 septembre, sans exprimer notre opinion à son sujet.

Il va sans dire que le C.N.A.L., fidèle à l'étroitesse de ses vues, a négligé une fois de plus de solliciter la participation du S.G.E.N.

Nous aurions déploré l'ostracisme, et l'aurions jugé avec la dernière sévérité, s'il ne s'était agi, au cours de la quinzaine

par **J. Mousel**

Secrétaire général adjoint

en question, que de lutter pour la défense de l'Université, pour un budget de l'Education Nationale digne de ce nom, contre la loi Debré et ses funestes conséquences, tant matérielles que morales et juridiques. Nous nous serions, dans ce cas, associés bon gré mal gré à un effort pour éveiller l'opinion publique sur ces problèmes. Le précédent de la campagne de signatures fait foi de notre volonté d'être présents dans l'action, quand celle-ci est raisonnable et justifiée.

Mais il s'agit, au-delà de ces problèmes fondamentaux, de défendre l'Education Nationale contre l'entreprise de dégradation qu'elle subit actuellement. Et c'est là qu'il nous faut faire les distinctions nécessaires, c'est là qu'il faut dénoncer les confusions. Car le cartel d'organisations qui se retrouvent au sein du C.N.A.L. ne mettent certainement pas, sous cette appellation générale, la même réalité. Bien plus, au sein même de la F.E.N., les divers syndicats de degrés demeurent divisés sur les maux comme sur les remèdes. Que pense le S.N.I. de la défense de l'enseignement secondaire que le S.N.E.S. ajoute, de son propre chef, aux thèmes communs de la campagne ? Les C.E.G. réclament aujourd'hui, par une grève administrative la

place à laquelle ils ont droit, et les moyens matériels de la tenir : que fait la F.E.N. dans cette bataille ? Que pense l'U.N.E.F., du refus opposé par la même F.E.N. à ses propositions d'unité d'action intersyndicale pour une authentique réforme de l'enseignement ? Peu importe, diront certains, la réalité qui se dissimule sous les mots employés, pourvu que ceux-ci soient suffisamment généraux et vagues pour présenter, de l'extérieur, une position commune ! Nous disons très nettement que nous nous refusons à ce jeu de dupes.

Nous allons même beaucoup plus loin. Les divisions qui ont paralysé la F.E.N. l'ont, ces dernières années, rendue incapable de remplir le rôle imparti à la plus grande organisation universitaire. Par voie de conséquence, et du fait de sa représentation unique dans les divers Conseils, elles ont considérablement influé sur les décisions gouvernementales. Par souci de ne pas heurter de front cette puissante organisation, les divers ministres qui se sont succédé (et la liste n'est sans doute pas close !) ont laissé les problèmes s'aggraver peu à peu, et se sont trouvés acculés, devant les nécessités, à des mesures improvisées et fragmentaires, souvent pires que le mal qu'elles voulaient guérir, contre lesquelles la F.E.N. se dresse aujourd'hui, sans vouloir reconnaître qu'elle porte une bonne part de responsabilité !

Qu'irions-nous faire, dans de telles conditions, à ses côtés ? Notre tâche est tout autre. Nous aussi, nous avons notre plateforme revendicative, tant sur le plan du budget, que de la rétribution des maîtres, de leur recrutement. Mais surtout, nous avons, et nous pensons être les seuls, un plan de réforme des structures de l'enseignement, susceptible de permettre, dans la logique et la clarté, une vraie démocratisation. C'est cette plate-forme, et ce plan que demain — dans l'immeuble confédéral et sous la présidence du Secrétaire général de la C.F.T.C. — nous présenterons à la presse, qui, par l'écho qu'elle a donné à notre dernier Congrès, montre qu'elle commence à comprendre le rôle décisif qu'une minorité comme la nôtre peut jouer dans la conjoncture actuelle.

Que cela plaise ou non, la cohérence, la clarté, la force même de nos idées s'imposeront un jour ou l'autre.

SESSION S.G.E.N. A BIERVILLE

Pour la première fois en été, le Centre confédéral de formation ouvrier de Bierville a pu accueillir une session du S.G.E.N. Heureusement, car vu l'afflux des participants (il en vint 117 alors qu'il en était prévu 60 !), nous n'aurions pu trouver ailleurs les excellentes conditions de travail et de logement que sont celles de Bierville.

Les participants venaient des différentes Académies de tous degrés (et dans chaque degré des différentes catégories : agrégés, certifiés, A.E., I.P.E.S.-C.P.R., M.I.-S.E., instituteurs de classes élémentaires, de maternelles, des C.E.G., etc.) avec en outre une délégation du Maroc au titre des relations culturelles et un représentant du Syndicat Algérien des Enseignants (U.G.T.A.) venu d'Alger.

Pendant deux jours sur quatre, trois options permirent d'approfondir parallèlement les problèmes de la civilisation industrielle, ceux de la démocratisation et de la réforme de l'enseignement, ceux de l'organisation, de la propagande et des finances intérieures au S.G.E.N. En session plénière, il y eut une

introduction aux problèmes européens, une matinée consacrée à l'action revendicative (travail par catégorie après un exposé de Brocard, permettant aux responsables de mieux voir les revendications les plus urgentes...). Un approfondissement de la notion de la laïcité (son aspect social et notamment l'aspect réforme de l'enseignement) après un rappel historique de la loi de séparation à la loi Debré, les problèmes de la déconfectionnalisation de la C.F.T.C. et pour terminer un exposé de Julliard sur le socialisme démocratique.

Nous pensons pouvoir publier les comptes rendus de ces exposés soit dans « S.U. », soit dans un bulletin ronéotypé qui sera adressé sur demande.

Il s'agissait seulement aujourd'hui de signaler qu'un grand nombre de responsables ou futurs responsables avaient pu pendant quatre jours de travail acharné (trop suivant certains, c'est aussi l'avis des organisateurs !) préparer l'action syndicale des mois qui viennent.

C.P.

SOMMAIRE

Page 2. — COTISATIONS.

Pages 3 et 4. — Enseignement technique.

— A nouvelle vocation, dispositions nouvelles.

— Dans nos ateliers : récapitulatif.

— Stagiaires des E.N.N.E.P.

— Concours spéciaux pour les M.A.

— Personnels médicaux et sociaux.

ELECTIONS

Pages 4 et 5. — Premier degré et C.E.G.

— Audience de M. Holderith.

— Informations.

— L'école rurale, par Duquesne.

— B. O. général.

Pages 6 et 7. — Second degré, Technique.

— REFORME DU BAC.

Page 8. — Conférence de presse au ministère sur l'Algérie, intersyndicale sur la grève des C.E.G.

DANS UNE FARANDOLE DE COULEURS
MARIE-CLAIRE
PRESENTE:
**LE MINISTRE
DE L'EDUCATION
NATIONALE
DEMANDE AUX
BACHELIERS
(ET BACHELIERS)
DE LE "DEPANNER"**

Votre fils Gilles vient d'entrer en 4^e. Mais déjà vous vous inquiétez. Il n'est pas très très attentif et tous les prétextes vont lui être bons pour vous expliquer qu'il a du mal à suivre : sa classe est surchargée, ils sont soixante garçons entassés dans une salle. Et dans ces conditions, bien sûr, il est difficile pour le professeur de surveiller tout le monde.

La situation est à peu près la même dans la classe de votre fille Geneviève qui, elle, se prépare au premier baccalauréat.

Si les classes sont si nombreuses, si on ne peut pas les dédoubler, c'est en partie faute de locaux, mais surtout parce que l'enseignement public manque de professeurs.

Or, pour tâcher de remédier à cet état de choses, le ministre de l'Education nationale a décidé cette année de faire appel à vous directement. En effet, si vous êtes bachelier, au moins, et que vous disposez de quelques heures de liberté par semaine, vous pouvez demander à entrer à titre temporaire dans l'enseignement.

Vous serez alors considérée comme agent contractuel de l'enseignement public.

Les heures de travail, pour un horaire à plein temps, varient de douze à trente-six heures par semaine selon la catégorie d'enseignement à laquelle on vous affectera en vertu de vos diplômes. Mais vous pouvez demander à travailler à mi-temps, ou même moins, si vous ne disposez que de quelques heures.

D'autre part, il n'est pas indispensable de faire une demande en début d'année scolaire. Même si vous vous décidez en novembre ou en février, par exemple, votre demande a toutes les chances d'être prise en considération.

Que faut-il faire pour devenir ainsi professeur par intérim ? Le mieux est de voir d'abord la directrice (ou le directeur) de l'établissement où vous souhaiteriez exercer, puis, si elle peut vous employer — ce qui est neuf fois sur dix le cas — elle vous fera faire une demande officielle auprès du rectorat de l'Académie dont dépend son établissement.

Vous pouvez aussi écrire directement au rectorat, mais vous risquerez d'être affectée à un poste plus éloigné de votre domicile.

En outre, en vous adressant à un directeur ou une directrice vous avez une grande chance de pouvoir commencer immédiatement à travailler, tandis que la réponse officielle du rectorat peut demander un certain délai.

Quel que soit le nombre d'heures que vous consacrez à ce travail, vous bénéficierez de la même rémunération de base.

Si vous avez des loisirs
et si vous êtes bacheliers

(fac-similé d'un article paru dans Marie-Claire d'octobre 1962).

- Adressez-vous au secrétaire d'établissement, au secrétaire de secteur ou au collecteur dont vous dépendez.
- Vous pouvez aussi payer directement par virement postal au C.C.P. du trésorier S.G.E.N. de votre département, mais attention, conformez-vous strictement aux indications contenues dans le bulletin départemental ou académique.
- Si vous êtes isolé, adressez un chèque de virement postal chiffré, daté et signé mais sans indication de bénéficiaire, au trésorier académique de la liste ci-jointe, qui transmettra.
- Dans tous les cas, n'oubliez pas de préciser sur le talon du chèque votre degré d'enseignement, catégorie, échelon et votre établissement.

LA COTISATION SYNDICALE

C'est la contribution volontaire de ceux qui refusent d'être soumis ou résignés.

La cotisation est la seule ressource du syndicat.

Deux questions : Pourquoi, au S.G.E.N. la cotisation est-elle relativement élevée ? A quoi sert l'argent versé ?

I. - Le taux des cotisations

L'argent est le nerf du combat syndical.

Il faut payer les frais de l'organisation administrative du syndicat.

L'adhérent est en droit d'exiger de son organisation un fonctionnement parfait lorsqu'il recourt à elle (promotions, mutations, annués personnels), mais la bonne volonté seule ne crée pas les machines à écrire et les dactylos.

Les militants « dévoués » ont des frais et plus ils sont dévoués plus ils ont de frais.

Il faut former, dans des sessions, des militants pour demain.

Il faut faire connaître le S.G.E.N. pour augmenter le nombre de ses adhérents donc sa puissance.

Il faut réunir périodiquement congrès ou comité national pour que l'adhérent de « base » puisse faire connaître son opinion au « sommet » et que la démocratie syndicale ne soit pas un vain mot.

COTISATION FAIBLE : Tentation dangereuse.

Facilite le recrutement au détriment de l'efficacité : le moins de service possible pour le moins d'argent possible.

COTISATION FORTE : Faire payer cher pour MIEUX SERVIR.

C'est la politique des syndicats ouvriers dont la cotisation représente au minimum une heure de travail par mois.

C'est la politique des syndicats étrangers (la cotisation y atteint parfois deux heures de salaires par semaine) qui peuvent se permettre d'engager les travailleurs dans des actions de plusieurs semaines en leur versant des indemnités grâce à leur caisse de grève bien garnie.

Adhérents, payez rapidement votre cotisation

La faiblesse des cotisations a amoindri le mouvement syndical français.

La C.F.T.C. et le S.G.E.N. — soucieux d'efficacité — se devaient de choisir la cotisation forte.

II. - Où va l'argent des cotisations ?

Le S.G.E.N. est un syndicat confédéré, liant son action à celle de l'ensemble du monde du travail : ce n'est pas une simple formule. Pour chaque syndiqué, le S.G.E.N. verse actuellement par an : 13,41 NF aux différents échelons de la Confédération.

5,97 NF à la Confédération

qui défend les intérêts des salariés à l'échelon national et ce dans tous les domaines depuis la Sécurité sociale jusqu'à l'élaboration des plans.

0,60 NF au fonds de solidarité

qui permet d'aider le développement syndical dans les secteurs professionnels et régionaux où les conditions sont difficiles (répression patronale ou industries disséminées).

5,64 NF aux Unions départementales qui, localement, représentent l'organisation syndicale et qui coordonnent l'action des travailleurs du secteur public et du secteur privé.

1,20 NF à la Fédération générale des Fonctionnaires

qui, regroupant les postiers, les agents des finances, les enseignants, etc., coordonne efficacement l'action des multiples catégories dont l'isolement dans l'autonomie affaiblit la force revendicative dans la Fonction publique.

C'est parce qu'il est un syndicat confédéré et qu'il traduit autrement que par des motions sa solidarité avec l'ensemble du monde du travail que le S. G. E. N. demande des cotisations plus élevées que l'ensemble des autres syndicats enseignants.

Le reste de l'argent est versé en partie aux sections départementales ou académiques pour leurs frais propres, le reliquat permettant au S. G. E. N. de faire face aux dépenses de secrétariat, de formation des jeunes militants, de réunion et de parution du journal « Syndicalisme Universitaire ».

Voici la ventilation d'une dépense moyenne de 44,41 NF par syndiqué :

Affiliation confédérale	13,41	soit 30,2 %
Retenue académique	7,00	15,8 %
Secrétariat	10,45	23,5 %
Réunions	2,75	6,2 %
Formation	2,80	6,3 %

« Syndicalisme Universitaire »

« agents »

0,60 — 1,3 %

Voilà à quoi sert l'argent des cotisations syndicales. Un syndicalisme efficace suppose des cotisations fortes.

Ce qui est efficace... ce n'est pas

● l'accord de principe ;

● l'encouragement ;

● la bonne intention

Mais... la prise de responsabilité,

la réalisation des décisions

prises.

Adhérez au S.G.E.N.

Payez votre cotisation.

Taux en NF

COTISATIONS

Catégories et échelons

1962

1963

	18	22	25	29	32	35	37	39	41	43	46	48	50	52	54	56	58	60	62	64	67	69	73	75
Retraités																								
M.I. et S.E.																								
C.P.R. - I.P.E.S.																								
Instituteurs I				supp.	stag.	1 ^{re}	2 ^e	3 4 5	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 11											
Instituteurs II											1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e									
Directeurs écoles primaires							1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 5 6	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e									
C.E.G. 1 ^{er} groupe							1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e							
C.E.G. 2 ^e groupe							1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e							
C.E.G. 3 ^e groupe							1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e							
Directeurs de C.E.G.									1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e					
Inspecteurs primaires									1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e					5 ^e		6 ^e		7 ^e			
											1 ^{re}	2 ^e					3 ^e		4 ^e		5 ^e		6 ^e	EF
CET. P.T.A. et SG							1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e							
C.E.I. P.E.G. ; P.E.T.T. et chefs atelier							1 ^{re}		2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e						
C.E.T. directeurs et chefs de travaux							1 ^{re}		2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e						
A.E.							1 ^{re}		2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e						
Chargé d'enseignement et P.T.A. de L.T.							1 ^{re}		2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e						
M.A. catégorie III (D)							1 ^{re}		2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e									
M.A. catégorie II (A. et C)							1 ^{re}		2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e									
M.A. catégorie I (B)							1 ^{re}		2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e									
Répétiteurs							stag.		6 ^e		5 ^e	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{re}									
Profess. certifiés et assimilés I							1 ^{re}				2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e				
Profess. certifiés et assimilés II											1 ^{re}						2 ^e		3 ^e	4 ^e	5 ^e			
Professeurs bi-admissibles							1 ^{re}				2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e				
Professeurs agrégés et assimilés											1 ^{re}						2 ^e		3 ^e	4 ^e	5 ^e			
Surveillants généraux							1 ^{re}				2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e				
Censeurs - Surveillants généraux											1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e			
Chefs d'établissement											1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e			
Economes											1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e								
Intendants											1 ^{re}			2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e						
Sous-Intendants							stag.	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e									
Adjoints											1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e										
services économiques 1 ^{re} classe											1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	CE	CP								
Conseillers d'O.P.							1 ^{re}				2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e						
Directeurs de Centre O.P.							1 ^{re}				2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e						

Les cotisations pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique seront publiées ultérieurement.

TRÉSORIERIERS ACADÉMIQUES

AIX - MARSEILLE
M. ASTIE, 7, square Michelet, Marseille, 9^e (B.-du-Rh.).
BESANCON
M. SCHITTER, 2 A, rue Mallarmé, Besançon (Doubs).
BORDEAUX
M. GIROU, 9, cité Tauzin, Blaye (Gironde).
CAEN
M. DEVARRIEUX, 27, avenue Guynemer, Caen (Calvados).
CLERMONT
Mlle NICOLET, 17, rue des Prés-Bas, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
DIJON
M. LENEUF, 11, rue Devosges, Dijon (Côte-d'Or).
GRENOBLE
Mme BRUNIER, 2, place d'Avril, Grenoble (Isère).
LILLE
M. BEAL, 22, rue Wateau, Calais (Pas-de-Calais).
LYON
M. TOURNISSOU, 19, rue Burdeau, Lyon (Rhône).
MONTPELLIER
M. DUSSOL, 14, rue du Four-des-Flammes, Montpellier (Hér.).
NANCY
Mlle KEBACH, 146, rue Gabriel-Péri, Vandœuvre (M.-et-M.).

NANTES
M. CAPII, Lycée Clemenceau, Nantes (L.-A.).
ORLEANS
M. DADOU, 35, rue Sainte-Euverte, Orléans (Loiret).
PARIS
S.G.E.N., Acad. Paris, (8^e), rue d'Hauteville, Paris (10^e).
POITIERS
M. TOUVIER, 53, boulevard Pont-Achard, Poitiers (Vienne).
REIMS
M. LHERRIER, 38, rue du Petit-Delbourg, Reims (Marne).
RENNES
Mlle J. MULLER, Lycée de jeunes filles, rue Jean-Macé, Rennes (I.-et-V.).
BAS-RHIN
M. SCHLEGEL, 10, rue des Bateliers, Strasbourg (Bas-Rhin).
HAUT-RHIN
M. WELTER, 6 A, rue de l'Île-Napoléon, Sausheim (Haut-Rhin).
MOSELLE
M. MULLER, 32 bis, rue Dupont-des-Loges, Metz (Moselle).
TOULOUSE
Mlle ENJALBERT, 18, rue de l'Orient, Bâtiment B, Toulouse (Haute-Garonne).

GUADELOUPE
M. DUPUY, Lycée Gerville-Réache, Basse-Terre.
MADAGASCAR
M. GOYEAU, Lycée Gallieni, Tananarive.
MARTINIQUE
M. DIEUPART-RUEL, « La Folie », Fort-de-France.
REUNION
Mlle A. NOSBÉ, école mixte Sainte-Clotilde-Saint-Denis.
BIBLIOTHEQUES
Mlle JACHET, 32, bd de la Bastille, Paris 12^e.
BIBLIOTHEQUE NATIONALE
Mlle GASCHARD, 9, rue des Moines, Paris 1^{re}.
ARCHIVES
Mlle LANGLOIS, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e.
RELATIONS CULTURELLES
(enseignement à l'étranger)
S.G.E.N., C.C.P. 16 392-93, Paris.
SECTION PROFESSEURS E.N.
M. BÈNE, Ecole Normale de Bonneville (Hte-Savoie).
MUSEES
Mlle CHARAGEAT, 16, rue Soufflot, Paris (5^e).
ALLEMAGNE-AUTRICHE
M. KAESTLE, S.P. 119.

SECTION DES LYCÉES

A nouvelle vocation

dispositions nouvelles

LA rentrée vient de s'effectuer. L'application progressive de la réforme bouleverse l'ensemble de l'enseignement. Les professeurs des lycées techniques pour leur part, doivent faire face à plusieurs transformations.

Les élèves qui s'orienteront vers l'enseignement dispensé dans les lycées techniques ne le feront plus au niveau des classes de 4^e mais à celui des classes de 2^e. Nous avons déjà dit qu'il était important pour réaliser la démocratisation de l'enseignement de retarder le moment de l'orientation scolaire. Pour les lycées techniques cela modifie considérablement les conditions de travail. Des classes de seconde vont remplacer, dans les locaux, les classes de 4^e mais, sauf en ce qui concerne l'enseignement commercial où le recrutement des élèves se faisait aussi à ce niveau depuis plusieurs années, les programmes n'ont pas été révisés. En effet, il n'est pas possible d'utiliser les programmes de seconde qui s'adressaient à des élèves qui avaient déjà reçu un enseignement technique. Les professeurs qui ont ces classes ne savent encore que faire avec exactitude.

Parallèlement au « déstasage » progressif des classes de 4^e et 3^e d'enseignement technique, nous voyons les lycées techniques grandir en champignon : la base se rétrécit de plus en plus au profit du sommet qui s'amplifie ; en plus de la création de classes de 2^e nécessaires à l'application de la réforme de l'enseignement et de l'accroissement démographique, nous notons le développement des sections de techniciens et, depuis cette rentrée, la création de 25 classes de techniques mathématiques supérieures qui remplaceront la première année d'étude dans les Ecoles d'Ingénieurs. Cette élévation constante du niveau d'enseignement oblige les professeurs à un travail personnel que rien ne vient compenser : les horaires restent les mêmes, les traitements également.

Le décret portant Réforme de l'Enseignement (6 janvier 1959) dans ses articles 33 et 34 fait état de la formation d'« agents techniques ». Un décret récent (1) précise que ces dispositions s'appliqueront aux élèves qui entreront dans un lycée technique à la rentrée de 1964. Ce diplôme d'agent technique viendra remplacer les brevets de l'Enseignement technique. Par mesure transitoire les élèves en cours de scolarité pourront se présenter aux brevets d'Enseignement technique jusqu'en 1965. Un stage dans l'industrie sera obligatoire pour obtenir ce diplôme, c'est ce qui le différencie des actuels brevets d'E.T. Ces stages pour les élèves dont nous avons déjà étudié les avantages et les inconvénients (2) seront-ils conçus de façon à compléter l'enseignement reçu dans les lycées techniques, ou bien seront-ils le seul moyen de formation pratique ? Rien encore n'est fixé à ce sujet. Pour notre part nous demandons fermement que ces stages dans les entreprises ne soient prévus que comme un complément pratique d'un enseignement technique scolaire comme ils le sont actuellement pour le B.E.C. (3).

L'initiation technologique que nous avons

déjà évoquée dans les pages de « S.U. » l'an dernier sera appliquée dans les classes de 4^e moderne. Cette discipline nouvelle sera expérimentée dans les lycées techniques et par voie de conséquence sera expérimentée par les professeurs des lycées techniques. A l'heure actuelle, certaines directives ont déjà été publiées mais elles ne peuvent en aucun cas suffire à « guider » réellement les professeurs. Ils devront en partie créer cet enseignement, en prévoir le matériel, le mettre au point pour qu'ensuite il soit généralisé dans toutes les classes de 4^e et de 3^e modernes. Ces recherches doivent être faites, en plus d'un service complet d'enseignement. Malgré des demandes précises de notre part (4) nous constatons que le ministère de l'Education nationale n'a prévu aucun allègement de service provisoire.

C'est dans ces conditions exceptionnelles qui sont le fait du nouveau rôle des lycées techniques que se fait la rentrée scolaire, que probablement, se déroulera toute l'année scolaire.

Face à ces nouveautés qui exigent une adaptation qu'y a-t-il ? Un nombre de professeurs sensiblement égal, des locaux insuffisants et surpeuplés (5). Le travail demandé aux professeurs change considérablement depuis ces dernières années, le niveau des classes a monté et cependant le service des professeurs est resté le même. Voici un exemple qui est caractéristique de la situation décrite plus haut : un P.T.A. d'électricité a été reçu au concours il y a 8 ans pour enseigner de la classe de 4^e à celle de 1^{re} en vue de préparer les élèves au Brevet d'Enseignement Industriel (B.E.I.). Il apprend le 20 septembre 1962, la veille de la rentrée, qu'il aura cette année des classes de techniciens. Son horaire reste le même, où trouvera-t-il le temps de préparer son cours ? Un cours d'électricité en classe de techniciens est très différent d'un cours d'électricité qui s'adresse à des élèves de 3^e. Cette histoire est celle de très nombreux professeurs de lycées techniques en cette rentrée. Nous répétons, au seuil de cette nouvelle année scolaire que pour faire du bon travail les professeurs ont besoin de temps pour préparer leurs cours, rechercher des sujets, se tenir au courant de l'évolution technique.

Janine HUIQ

(1) Décret n° 62-821 du 18 juillet 1962, paru au R.M./F n° 31 du 27-8-62, page 2787.

(2) Nous suivons de près le travail de réflexion fait par le Comité des Etudiants de l'Enseignement Technique de l'U.N.E.F.

(3) Brevet d'Enseignement Commercial. En classe de 1^{re} un stage de 3 mois fait partie de la scolarité. Durant le stage, le professeur suit ses élèves. Le mémoire sur le stage est noté et pris en compte pour le B.E.C.

(4) Cette question a été posée par une délégation S.G.E.N. lors d'une audience de M. le directeur Capelle.

(5) Nous n'évoquons pas ici un autre problème très important, celui que posent les élèves qui n'ont pas été admis dans une classe de l'enseignement technique.

(6) Rappelons que les P.T.A., entre autres catégories, ont un service hebdomadaire de 36 heures, même en classes de techniciens.

Dans nos ateliers

P.T.A.I. : RECRUTEMENT 1962 ET 1963

Voici le nombre des reçus dans chaque spécialité : Mécanique : 75 ; Bureau des travaux : 18 ; Electricité : 45 ; Mécanique automobile : 3 ; Maçonnerie : 5 ; Fonderie : 1 ; Frigoriste : 1 ; Métaux en feuille : 5 ; Modellerie : 2 ; Radio : 5 ; Forge serrurerie : 4 ; Chimie : 2.

Ces chiffres sont semblables à ceux des années précédentes. On note seulement une augmentation très sensible du poste électricité.

Sur 75 nouveaux P.T.A. de fabrications mécaniques 23 seulement passeront par l'E.N.S.E.T. ; c'est dire que 52 nouveaux collègues viennent des C.E.T. et sortent des E.N.N.A.

Dans cette même spécialité on comptait plus de 500 postes vacants en juin dernier. On recrute comme si la situation restait stable.

La suppression des 4^e techniques, l'augmentation des classes de seconde, et surtout, la mise en route du dessin et de l'initiation technologique dans les 4^e modernes

sont des facteurs qui peuvent bouleverser les données des besoins.

Comment entend-on en sortir ?

Nous devrions le savoir très prochainement puisque le nouveau mode de recrutement est en chantier depuis plusieurs mois. A l'avance, pour notre part, nous réaffirmons les conclusions de la commission techniciens lors du dernier changement de 1957.

RÉCAPITULATIF DES POSITIONS ET PROBLÈMES P.T.A.

Voici les titres des principaux articles et textes parus durant l'année scolaire 1961-62 :

S.U. N° 244 du 21-9-61

Rapport de la commission des techniciens.

S.U. N° 245 du 28-9-61

Récapitulatif. Indices. Avancement.

COLLÈGES TECHNIQUES
LYCÉES TECHNIQUES

SECTION DES COLLÈGES

(VOIR AUSSI PAGE 4)

STAGIAIRES DES E.N.N.E.P.

« ... Tous les professeurs stagiaires assureront, dans un établissement de la localité où se trouve l'E.N.N.E.P. ou de sa proche banlieue (éloignement maximum de 15 km) l'enseignement dans une ou deux sections suivant un horaire hebdomadaire en principe égal à six heures, mais pouvant varier entre quatre et huit heures selon l'horaire des classes. Le choix de la ou les sections qui leur seront confiées devra être tel que l'enseignement dans une section ne soit pas partagé entre deux stagiaires.

« Ce service partiel devra être prévu pour l'année scolaire entière... »

« Les professeurs stagiaires percevront une rémunération complémentaire sur la base du taux de l'heure supplémentaire des professeurs des C.E.T. »

DE QUOI S'AGIT-IL ?

1) Cette circulaire prétend-elle pallier la pénurie du personnel enseignant dont souffre l'enseignement technique et combler les chaires vacantes au 21 septembre ?

— Il suffit de regarder l'implantation géographique des E.N.N.E.P. Dans un rayon de 15 km, ni Lyon, ni Nantes, ni Toulouse, ni « a fortiori » Paris, ne sont déficitaires. Bien au contraire, comme le montrent les mouvements du personnel en 1962 et les trop nombreuses années d'attente auxquelles sont astreints les titulaires pour obtenir une mutation dans ces villes.

— Autant d'heures qui peuvent être refusées aux maîtres auxiliaires...

— Si certains postes étaient réservés aux stagiaires, où ils n'exerceraient d'ailleurs, à tour de rôle, que pendant leur seule année de stage, par la suite (car pourquoi ne pas continuer ?), c'est autant de chances de promotion qui échapperaient au personnel titulaire.

2) Cette circulaire prétend-elle répondre à une nécessité pédagogique ? Faut-il rappeler ce que comporte la formation pédagogique des stagiaires d'E.N.N.E.P. :

— L'horaire, d'une quarantaine d'heures hebdomadaires, comprend des cours théoriques assortis de leçons-types présentées devant les élèves du C.E.T. d'application annexé.

— Au cours du 2^e trimestre, des stages pratiques sont effectués dans des C.E.T. de la ville ou de la région. Ces stages placent le nouveau professeur au contact de collègues chevronnés dans les conditions exactes de ses futures fonctions.

— La formation pédagogique et culturelle est complétée par des conférences, des visites d'usines, de musées, etc. Loin d'être insuffisant, cet emploi du temps s'avère déjà trop chargé. Depuis longtemps, les stagiaires réclament « un allègement des horaires qui permette à tous de parfaire plus facilement leurs connaissances culturelles », ainsi qu'en témoigne, notamment, la motion adoptée par le dernier congrès national de notre syndicat (Marseille, 1962).

Allègement ?... Les stagiaires auront 6 ou 8 heures supplémentaires !...

Ainsi, cette circulaire ne résoud pas la pénurie du personnel enseignant, encore moins la crise de recrutement de l'E.T. Elle ne répond à aucune nécessité pédagogique et ne peut qu'alourdir un horaire trop chargé. Mais il y a plus grave...

3) Cette mesure est nuisible à la formation pédagogique des stagiaires.

— Ces 6 ou 8 heures, un stagiaire, nécessairement inexpérimenté, ne peut les faire en une seule journée. Donc, ce sont au moins deux jours qui seront occupés par les cours, les déplacements et les préparations longues et malaisées.

LE VADE-MÉCUM DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Réclamez-le au responsable S.G.E.N. ou commandez-le directement au C.C.P. - S.G.E.N. PARIS 8776-93 - Prix franco : 3,50 NF

« Les modifications ne peuvent être bien comprises que :

— si elles correspondent à une orientation générale qui permet d'adapter l'enseignement aux besoins de l'industrie ;
— si elles permettent de choisir les techniciens ou les professionnels les plus qualifiés qui ont les compétences et goût pour enseigner aux jeunes ;
— si elles sont accompagnées d'améliorations financières ».

Le meilleur des concours, fût-il cent fois modifié, ne choisira jamais que parmi les candidats qui s'y présentent.

La Commission des Techniciens.

S.U. N° 252 du 13-12-61

Avenir et transformation de l'E.T.

S.U. N° 253 du 10-1-62

Deux poids, deux mesures (classes de techniciens).

S.U. N° 257 du 7-2-62

Les problèmes de l'enseignement des techniques.

S.U. N° 260 du 28-2-62

Rapport d'activité et rapport UNESCO.

S.U. N° 263 du 21-3-62

Indice 475.

S.U. N° 264 du 28-3-62

Exigences pédagogiques dans les ateliers.

S.U. N° 265 du 4-4-62

C. A. E.-P. spécial. Méthodologie UNESCO.

S.U. N° 267 du 16-4-62

Motions de congrès.

S.U. N° 271 du 13-6-62

La fin justifie les moyens.

Au cours du travail de l'année qui commence ces positions seront à la base des discussions. Il serait bon de conserver les textes principaux.

Reprise de l'action commune

Dans le précédent numéro de S.U., nous avons publié le texte de la lettre adressée aux secrétaires généraux des syndicats autonome, C.G.T., et C.G.T.-F.O. des collèges d'enseignement technique, leur proposant de reprendre l'action commune.

Le syndicat autonome n'a pas cru devoir répondre à cette invitation; par contre, la C.G.T. et F.O. lui ont donné une suite favorable, et une première réunion s'est tenue le vendredi 28 septembre, au cours de laquelle les représentants de la C.G.T., de F.O. et du S.G.E.N.-C.E.T. ont fait le point de la situation et ont adressé une demande d'audience à M. Sidet, nouveau directeur du personnel, afin de lui exposer les problèmes propres au personnel des C.E.T.

Nous tiendrons nos collègues au courant de la suite que comportera cette démarche dont nous regrettons qu'elle n'ait pu faire l'unanimité des organisations syndicales de nos établissements.

MAITRES AUXILIAIRES

Concours spéciaux

Nous avons appris qu'un certain nombre de concours réservés aux maîtres auxiliaires et dont les épreuves étaient prévues pour la mi-octobre seraient remis en cause.

Dans le cadre de l'action commune avec nos collègues de la C.G.T. et de F.O. (le Syndicat autonome n'ayant pas répondu à l'invitation qui lui a été faite) une lettre des secrétaires généraux des trois organisations a été adressée à M. le Directeur général de l'organisation et des programmes pour lui demander de réexaminer cette question afin que ces concours aient lieu aux dates officiellement annoncées.

L'argument invoqué par l'administration pour justifier la suppression de ces concours serait que, par suite de rapatriements d'Algérie, les emplois occupés par les maîtres auxiliaires en question auraient été pourvus de titulaires.

Or, dans le « B.O. » n° 34, du 17-9-1962, p. 3115, une circulaire du 6 septembre 1962 prévoit bien que... « en ce qui concerne certaines disciplines, notamment l'enseignement professionnel pratique... il est possible que l'affectation du personnel rapatrié d'Algérie fasse apparaître un surcroît de maîtres auxiliaires », mais conclut en demandant aux recteurs et inspecteurs d'académie « de ne mettre en aucun cas fin aux fonctions de ces agents dont l'utilisation sera certainement rendue nécessaire par la scolarisation des jeunes rapatriés d'Algérie ».

Il semble qu'il y ait contradiction... En conséquence, nous demandons aux M.A. qui ont fait acte de candidature pour ces concours de nous faire savoir d'urgence s'ils ont retrouvé un poste à la rentrée, dans quel établissement et dans quelles conditions.

Personnels médicaux et sociaux

ÉLECTION A LA C. A. P.

SCRUTIN DU 8 OCTOBRE

Les élections pour la désignation des représentants du personnel à la Commission administrative paritaire des assistants sociaux sont fixées au 8 octobre.

Nous recommandons à nos collègues de voter pour la

Liste d'Union pour la défense des intérêts matériels et moraux du service social de l'Éducation nationale

COLLEGE DES ASSISTANTES PRINCIPALES

Mlle SITY Monique, Bibliothèque Nationale Paris.
Mlle BERGOUNOUX Marthe, Enseignement Technique Toulouse.
Mlle TALLEC Yvonne, S.M.C. Nantes.
Mlle DEMANGEON Antoinette, Musées Nationaux Paris.

COLLEGE DES ASSISTANTES DE SERVICE SOCIAL

Mlle BATAILLON Alice, S.M.S. Versailles.
Mlle PETIT Madeleine, Enseignement Technique Paris.

Mme REBUFFE Lucienne, Secteur I Paris.
Mme ARTUS-SALVA Christiane, Enseignement Technique Paris.

Les modalités de scrutin sont définies par une circulaire du 23 juillet 1962 publiée au B.O. n° 33 du 10-9-62, p. 2929.

Chaque intéressée doit recevoir de l'administration les bulletins de vote et les enveloppes nécessaires à ces élections qui auront lieu par correspondance.

PREMIER DEGRÉ

C. E. G. Les C.E.G. en mouvement

La grève est donc lancée. Non sans mal, non sans difficultés matérielles, non sans bavures. Mais il faut bien se dire qu'une grève de rentrée n'est pas facile à organiser — pour l'excellente raison qu'elle arrive à la fin des vacances (je m'excuse de ce truisme) ! Les affiches ont été imprimées le vendredi 14 septembre, et en 3 jours, grâce au dévouement des adhérents de la Seine, tous les C.E.G. et groupes d'observation dispersés ont reçu les tracts S.G.E.N., affiches, déclaration commune, modèle de lettre aux parents. Qu'il y ait eu des erreurs, des oublis, des insuffisances, comment s'en étonner ? Il faudrait plutôt s'étonner que tout ce travail ait été fait — et si vite.

Quelles nouvelles de cette grève ? Dans l'ensemble, un développement satisfaisant (1). Les hésitants du début s'y sont ralliés. Après tout, qu'un professeur ne fasse que 21 h. de service, ce n'est pas une prétention exorbitante, et qu'un directeur ait le temps de voir professeurs et élèves n'est pas scandaleux. La plate-forme revendicative proposée est encore modérée, quand on songe à tout ce qu'il faudrait demander pour donner aux C.E.G. le minimum vital, indispensable à leur fonctionnement (2).

La question est posée — non seulement aux enseignants dont l'organisation ne participe pas à la grève — mais aussi à l'opinion publique. (Cf l'éditorial de Brocard et la revue de presse). Les centrales syndicales C.F.T.C. et F.O. sont accrochées par ce problème. C'est l'occasion ou jamais de procéder à une information sérieuse sur le véritable problème des C.E.G., problème fondamental : démocratisation vraie ou fausse.

Quand on considère les chiffres officiels, publiés par l'Éducation nationale : 317 000 enfants admis en 6^e (8,60 % de plus qu'en 61) ; 43 % en lycée classique ou moderne ; 55 % en C.E.G. ; 2 % en lycée technique ;

quand on sait que 85 % des élèves de 3^e continuent leurs études en secondes (classiques, modernes, techniques), sans compter ceux qui ne trouvent pas de place ou qui sont affectés à une branche qu'ils n'ont pas choisie ;

on peut bien admettre qu'il est IMPOSSIBLE à des enseignants dignes de ce nom, de rester indifférents, passifs, et de s'en remettre patiemment aux Pouvoirs publics. Les ministres successifs peuvent faire des déclarations élogieuses. Ce n'est pas suffisant. Il faut agir. Citons le dernier exemple de l'impudence du ministère devant les faits occultes : un projet de statut de C.E.G. devait être présenté le 24 septembre à la Commission permanente du Conseil supérieur de l'Éducation nationale, statut qui proposait notamment :

CLASSES ÉLÉMENTAIRES

revendicative : une défense des intérêts du personnel pour qu'il assure mieux sa tâche au service des enfants. — C. P.

ECOLE RURALE SOUS-DEVELOPÉE POUR CAMPAGNE ATTARDEE...

Les difficultés de recrutement d'un personnel qualifié, les postes où se succèdent à longueur d'année les remplaçants, le départ généralisé vers la ville dès que possible et, plus récemment, l'attrait exercé par les C.E.G. au détriment des classes primaires sont autant de faits qui traduisent une crise de la fonction d'instituteur rural.

Celui-ci, en effet, s'accommode mal d'une situation caractérisée par l'isolement et des conditions de vie peu agréables, qu'il a la possibilité d'améliorer en quittant le poste de campagne.

Les déficiences de l'enseignement sont aujourd'hui vigoureusement dénoncées par les syndicalistes agricoles qui voient dans le sous-développement intellectuel des campagnes françaises une entrave très importante à une conversion économique et sociale pourtant urgente de l'agriculture. Il faut donc admettre que l'école primaire, en dépit de programmes qui se fixent comme objectif de préparer l'enfant à la vie, n'a pas atteint ses buts.

On objectera que l'école primaire n'est pas responsable d'une carence de l'enseignement professionnel agricole, imputable à l'État, mais combien d'instituteurs considèrent encore que le bagage intellectuel de l'école primaire suffit au paysan de demain ?

C'est en définitive le problème de l'enseignement et de l'équipement scolaire et culturel des zones rurales, dans son ensemble, qui se pose.

Une évolution est en marche. La réforme de l'enseignement met en place des structures nouvelles (C.E.G., circuits de ramassage) qui tendent à combler le retard des campagnes en matière de scolarisation. Les prochaines années verront s'implanter des lycées et collèges agricoles.

L'école rurale doit s'adapter à ces trans-

- 1) l'autonomie de C.E.G. ou leur jumelage avec des établissements de second degré,
- 2) la prise en charge par l'État de la gérance d'un grand nombre d'internats (plus de 70 internes),
- 3) la prise en charge possible par l'État de 65 % des frais de fonctionnement,
- 4) la mise en place d'adjoints de direction,
- 5) la nomination de personnel de surveillance et de secrétariat (3).

On reconnaît là des idées qui rejoignent celles exprimées dans les motions du Congrès de Marseille (avril 62). Or, avant d'avoir été examinées, ce projet a été retiré. La Commission en a été informée au début de la séance — sans aucune explication. Officieusement, on déclare qu'il est vraisemblable que les Finances ont arrêté un texte qui ne leur avait pas été soumis. C'est possible, mais il est probable. Ce n'est vraisemblablement pas la seule influence des Finances qui a joué un rôle dans cette ténébreuse affaire. Il est en tout cas regrettable que l'avenir de centaines de milliers de jeunes Français dépende de quelques fonctionnaires obnubilés par la seule optique de l'équilibre budgétaire. Comme le disait si justement M. Sudreau dans une déclaration récente :

« Un pays qui n'est pas capable d'accueillir, de former, de prendre en charge sa jeunesse, n'est pas un grand pays ».

C'est bien notre avis. Mais quelle soit d'un grand ou d'un petit pays, la jeunesse a le droit le plus absolu à l'éducation (déclaration universelle des Droits de l'Homme). C'est à leur donner effectivement ce droit que nous nous attachons.

S. MALAQUIN,
secrétaire de la
Commission nationale
C.E.G.

Note. — (1) Nous attendons des S.D.I., responsables C.E.G. et isolés, des informations précises sur le développement de la grève dans leur département ou leur C.E.G. Merci.

(2) Il est bien entendu que les revendications (statut, horaire, conditions de travail, etc.) s'appliquent également aux catégories de personnel assimilées aux C.E.G. Ceci a été précisé dans les déclarations.

(3) Nous attachons quelques réserves à formuler sur ce projet : a) le B.E.G. est expressément nommé, et, outre qu'il n'a rien à faire dans un statut d'établissement, le S.G.E.N. est opposé à l'idée d'un examen en fin de seconde ; b) il est prévu que des classes élémentaires pourraient être créées, ce qui peut être une annonce de développement harmonieux de l'enseignement élémentaire ; c) l'enseignement terminal pratique serait dispensé pour les C.E.G. ce qui peut être une annonce d'établissement polyvalent, mais présente le danger de confier aux C.E.G. toutes les tâches que refusent les autres enseignants.

L'article préparé par notre camarade Duquesne, responsable de la Commission des problèmes ruraux pour le journal de rentrée mais qui n'a pu y paraître faute de place, montre bien :

- l'importance qu'attache le S.G.E.N. aux classes élémentaires, envisagées ici en milieu rural ;
- la conception qu'a le S.G.E.N. de l'action revendicative : une défense des intérêts du personnel pour qu'il assure mieux sa tâche au service des enfants. — C. P.

formations qui se produisent elles-mêmes dans un milieu en plein bouleversement économique et social.

...OU PROMOTION PAR L'ENSEIGNEMENT

Notre action revendicative n'a d'autre but que cette adaptation de l'école rurale à des structures et à des besoins nouveaux.

1. Il faut assurer le recrutement de maîtres de qualité par une revalorisation matérielle de la fonction, la suppression des zones de salaires et une politique d'aménagement des campagnes qui donnera à tous les ruraux — dont les instituteurs — des conditions de vie décentes.

2. Dans le souci d'une véritable démocratisation, le renouvellement du contenu et de la méthode de notre enseignement permettra non plus simplement de dégrader une élite (parmi les étudiants, 2 % sont fils d'agriculteurs), mais de faire accéder la masse des jeunes ruraux à des études de niveau secondaire et à la culture.

Nos objectifs sont ambitieux. Loin de nous en tenir à la défense d'intérêts purement corporatistes, nous entendons participer à la promotion collective d'un milieu par l'école.

C'est dans ce sens que le Congrès de Marseille, cette année :

- a proclamé sa solidarité avec les travailleurs du monde rural ;
- a demandé au Bureau national d'utiliser pleinement les moyens que nous offre notre affiliation confédérale pour hâter la solution des problèmes ruraux.

Notre attachement à la C.P.T.C. n'est pas un vain mot. Nous sommes les seuls enseignants liés dans une même organisation à des camarades ouvriers et techniciens agricoles.

L'alliance conclue récemment entre le C.N.J.A. (Jeunes Agriculteurs) — avant-garde du syndicalisme agricole — et la C.P.T.C. permettra aux enseignants publics du S.G.E.N. de travailler efficacement à la promotion du monde rural.

DUQUESNE.

JEUNES

A tous les échelons, la rentrée a repris des activités. L'année qui doit, en ce qui concerne la C.N.J., donner perspectives par la rencontre avec nos rades du second degré, en une « Commission Jeunes ».

Nous devons, en effet, étendre nos recherches. L'important problème de la formation pédagogique ne peut plus être abordé en cloison. De plus en plus, il faut l'envisager en liaison étroite avec les I.P.E.S.-C.P.R., afin de présenter une synthèse des données du S.G.E.N. en la matière. Il faut aussi d'autre part notre action revendicative munie quant aux problèmes pratiques de la formation (exemple : passage d'élevés aux I.P.E.S., ou passage d'I.P.E.S., etc., au premier degré).

Tels qu'ils ressortent du projet de loi des E.N., les instituts de formation professionnelle, rattachés à l'Enseignement supérieur, ont, en effet, vocation pour être les lieux de recherche et de formation pédagogique de l'Université renouée. Ils seront le lieu de rencontre de TOUS LES MAÎTRES, et doit se poursuivre parallèlement avec la Commission des problèmes sociaux-éducatifs. (Cf. « Vraie ou fausse réforme de l'enseignement », p. 28 - Plaquelette éditée S.G.E.N.).

— auprès de nos adhérents, afin d'expliquer

COMPRENDU DE L'AUDIENCE DE M. HOERITH — Jeudi 14 juin 1962

Les camarades Pinoteau et Bonnafeous ont été reçus en audience le jeudi 14 juin 1962 par M. Holderrith, qui a répondu avec beaucoup de précision aux questions de la délégation.

Les problèmes soulevés ont porté exclusivement sur les revendications « jeunes » et particulièrement sur les séquences de la titularisation à 4 ans.

La délégation fit remarquer que l'amélioration n'intervenait pas au plan de la crise de recrutement. La délégation craint qu'on ne fasse de même en ce qui concerne le problème des Ecoles normales que les mesures à prendre pour leur capacité de formation professionnelle soient trop tard.

QUESTION. — Qu'advient-il des départements déficitaires, des départements dont le temps de mise à la disposition part de janvier et qui dans le système étaient titularisés 4 ans plus tôt au 1^{er} janvier, et qui vont se voir rattrapés dans le nouveau système au 1^{er} janvier seulement ?

REPOSE. — Les inspecteurs d'académie interpréteront le décret et la circulaire d'application dans le sens le plus large avec la plus grande bienveillance.

QUESTION. — Qu'advient-il des placants maintenus sous les drapeaux D.L. (au-delà de la durée légale) ?

REPOSE. — Aucune modification aux : ils bénéficient au même titre leurs collègues en fonction : ils restent sous les drapeaux leur délégation de gérance au 1^{er} du mois suivant les conditions requises. Des consignes ont été données en vue de leur faire parvenir au plus tôt la différence de traitement à laquelle ils ont droit.

QUESTION. — N'y aura-t-il pas certains départements quelques difficultés à titulariser tous les remplaçants ?

REPOSE. — Certainement, mais un nombre restreint de cas. Pour cette difficulté, l'administration envoie l'application de trois mesures qui devraient (selon elle) permettre de satisfaire les ayants droit.

a) Les instituteurs de retour d'Algérie pourront être intégrés au cadre de la métropole en surcroît, après accord financier.

b) Dans ces départements, les demandes de prolongation d'activité seront étudiées de très près.

c) L'administration envisage de prendre un décret permettant l'envoi d'un titulaire pendant 3 ans hors de son département d'origine.

COMMENTAIRE. — Il est certain que cette dernière mesure est une première atteinte au principe de la départementation. Aussi les camarades des départements intéressés devront-ils suivre l'affaire de très près.

Il va de soi que les Commissions départementales Jeunes y sont au premier chef intéressées et leur contribution est essentielle à l'élaboration de cette synthèse.

Sur le plan immédiatement pratique, la Commission générale Jeunes se concrétisera dans la parution bimestrielle d'un « encart Jeunes » dans « S. U. », à la fois général et diversifié. Ce dernier ne supprimera pas complètement les dossiers d'études entreprises l'an dernier, mais les rendra moins nécessaires.

L'action revendicative va reprendre également d'abord au plan national, par la représentation des motions du Congrès de Marseille (on lira par ailleurs le compte rendu de l'audience du 14 juin, qui n'avait pu trouver sa place dans le dernier « S. U. » de juin). Le départ de M. Holderrith rend, en effet, nécessaire cette nouvelle rencontre « au sommet ».

Mais l'avance des problèmes dépend aussi d'une action vigoureuse au plan local. Donc à tout prix, POPULARISER les motions « Remplaçants » et « Normaux » (cf. « S. U. », n° 261, 16 mai 1962), souligner au passage par les articles de presse à l'époque du congrès.

— auprès de nos adhérents, afin d'expliquer

de très près afin de nous signaler toute application abusive d'un tel décret : l'intérêt du personnel ne doit pas complètement disparaître devant l'intérêt du service, et le plus souvent l'un ne va pas sans l'autre.

QUESTION. — Le pourcentage d'auxiliaires (4 %) prévu par la loi, répond-il aujourd'hui aux besoins de tous les départements ? Surtout en une période de crise où la féminisation croissante laisse un nombre toujours plus grand de postes vacants, ne devrait-on pas revoir ce pourcentage ?

REPOSE. — Une étude statistique a été faite : elle a permis d'établir des courbes correspondant aux taux de présence des instituteurs. Certains départements atteignent et dépassent même 96 %, mais beaucoup sont ceux qui sont en dessous — jusqu'à 93 %. Les 4 % sont en fait bien insuffisants.

QUESTION. — Le passage de tous les remplaçants à l'E.N., comme il est prévu légalement, ne nécessiterait-il pas de relever sensiblement ce pourcentage ?

REPOSE. — L'administration envisage de demander aux finances de le porter à 6 %. Un pourcentage plus élevé risquerait de compliquer la titularisation des jeunes. D'ailleurs la question des remplaçants devrait se stabiliser dans un proche avenir : en effet les normaux seront bientôt amenés à effectuer deux années de F.P. dont l'une serait consacrée à des stages pratiques, réduits, puisqu'ils seront devenus de la sorte moins indispensables. Quant au projet de création de titulaires-remplaçants, mais on ne croit pas encore à une réalisation immédiate, particulièrement à cause des charges financières que ce système représenterait.

COMMENTAIRE. — Un certain nombre de remarques sont à faire, croyons-nous, sur cette partie de l'entretien.

1^o On peut se féliciter que l'administration utilise les moyens modernes d'investigation : les statistiques et les courbes.

2^o Les 6 % proposés par l'administration sont insuffisants : les chiffres prouvent qu'il y a peine 1 remplaçant sur 2 bénéficiaire du stage de six mois. Quand on aura porté le nombre à 6 %, peut-être 2 sur 3 seront-ils bénéficiaires. Peut-on s'estimer satisfaits ? L'argument tiré des difficultés de titularisation ne vaut que dans la mesure où l'on refuse d'augmenter le nombre de postes pour diminuer les effectifs des classes.

3^o Il est curieux de noter que la revendication du S.N.I. se situe précisément à 6 %, cf. « Congrès de Toulouse ». Bizarre façon de procéder dans l'action revendicative que de demander ce qu'on est sûr d'obtenir sans effort et dans un délai restreint. Tous les atouts de son côté ! On

F. BONNAFOUS,
secrétaire de la C.N.J.

PERSPECTIVES

C. N. J.

et au besoin préciser, voire même infléchir leur contenu ;

- auprès des non-adhérents, surtout dans les E.N., afin que nos positions mieux connues fassent litière des critiques erronées d'une certaine presse syndicale ;

— auprès des administrations locales afin que remontant vers le ministère, les motions s'en trouvent renforcées au plan national.

Cette propagande peut être soutenue par des tracts élaborés à cette intention. Ils sont à la disposition des militants, secrétaires de C.D.J. et S.D. 1 ou secrétaires du S.G.E.N., 82, rue d'Hauteville, Paris.

Le premier ENCART JEUNES est également paru, conçu pour une propagande de rentrée, dont les numéros sont aussi à disposition. (Les raisons financières en ont interdit l'envoi direct aux adhérents, qui recevront, eux, le n° 273 normal).

A tous bon courage pour cette rentrée, qu'on va à coup sûr encore qualifier de normale. Que les travaux soient fructueux, afin que leur mise en commun, lors de la session JEUNES de Bierville (décembre 1962) — pensez-y dès maintenant — fasse encore davantage progresser notre organisation.

BONNAFOUS,
Secrétaire de la C.N.J.

1. REFORME DU C. A. P.

Par arrêté du 17 août 1962, le C.A.P. vient d'être modifié (cf. B.O. n° 24 du 20 sept. 1962). Cette réforme, qu'une note de même date met en application pour la première session de 1963 donne enfin satisfaction pour une part aux revendications du S.G.E.N. Depuis plusieurs années, en effet, nous nous insurgions contre le caractère puritain du titre de l'écrit du C.A.P. Désormais le candidat devra rédiger deux épreuves, l'une de pédagogie générale (1), l'autre de pédagogie appliquée (2), cette dernière épreuve devant donner l'avantage aux candidats à l'esprit plus pratique.

Pour être admissible, il faudra obtenir 10 sur 20 de moyenne. En dessous de 5, le candidat ne pourra se représenter à la seconde session. Les candidats qui avaient obtenu 5 à l'examen écrit de la première session de 1962 ont pu se présenter à celle de septembre.

- (1) Coefficient 3 durée 3 h., deux sujets au choix.
- (2) Coefficient 2, durée 2 h., deux sujets au choix + une maternelle pour les candidats.

2. RECRUTEMENT DES REMPLAÇANTS

Par une note du 18 juillet 1962, M. Lebatre, alors directeur du personnel, rappelait l'attention des I.A. à la fois sur l'arrivée massive des instituteurs d'Algérie et sur les plus grandes facilités de recrutement de remplaçants (sic).

Il concluait : « Il convient dans ces conditions de limiter désormais le recrutement des instituteurs remplaçants aux seuls candidats titulaires des deux parties du baccalauréat sauf « instructions nouvelles de sa part ».

3. STAGIARISATION DE REMPLAÇANTS RECRUTES AVEC LE B. E. ET DEVENUS TITULAIRES DU B.S.C. COMPLET ANCIENNETE - RETRAITE

La direction du personnel répond à une lettre que j'ai adressé la C.N.J. le 22 juin dernier. Bien qu'il s'agisse d'un cas particulier posé par notre camarade Singre, S.D. 1 du Pas-de-Calais, il peut intéresser de nombreux collègues dans un cas analogue et qui pourront se prévaloir de cette interprétation assez significative, à l'encontre de certaines inspections académiques. Le ministère, d'ailleurs, en l'occurrence, corrobore notre propre interprétation.

Par lettre citée en référence, vous m'avez demandé dans quelles conditions devrait être réglée la situation d'une jeune institutrice qui a été recrutée avec le brevet élémentaire en octobre 1955, a passé le C.A.P. avant octobre 1961 et le B.S.C. en mai 1962. J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette institutrice peut prétendre obtenir une délégation de stagiaire au 1^{er} juin 1962, date à laquelle elle réunit les conditions d'ancienneté et de diplômes requises (1).

Par ailleurs, les institutrices recrutées dans les mêmes conditions que la cité plus haut, c'est-à-dire avec le brevet élémentaire et qui ont passé ultérieurement le brevet supérieur de caporal ne peuvent prétendre, lors de leur titularisation, au rappel des seuls services effectués après le 1^{er} janvier qui a suivi leur succès au B.S.C. pour le calcul de leur ancienneté de service valable pour l'avancement.

Pour la retraite, tous les services de suppléments ou de remplaçants effectivement accomplis peuvent être validés à compter de l'âge de 18 ans.

BONNAFOUS,
Secrétaire de la C.N.J.

(1) Ladite collègue ne devait en principe recevoir sa délégation de stagiaire qu'au 1-10-62.

N.B. — La circulaire du 6 septembre 1962 concernant l'affectation des instituteurs retour d'Algérie précise : « Vous veillerez, toutefois à ce que tous les stagiaires et remplaçants susceptibles d'être titularisés au cours de l'année scolaire puissent recevoir une affectation à un poste régulièrement créé. »

ELEVES-MAITRES D'ALGERIE

Les élèves des écoles normales d'Algérie qui sollicitent leur transfert en métropole vont tous être affectés à titre définitif à une école normale ou, à défaut de places, ils pourront être accueillis dans un établissement classique ou moderne d'un département déficitaire en matière d'enseignement.

A titre exceptionnel, certains élèves pourront bénéficier d'un transfert provisoire dans un autre établissement. (Circ. du 30 août).

INSTITUTEURS RAPATRIÉS D'AFRIQUE DU NORD

Une circulaire du 19 septembre prévoit, une fois tous ces collègues affectés à un département, des ajustements possibles entre les inspections d'académie, notamment pour les ménages d'instituteurs et les cas où le mari non fonctionnaire justifie de la nécessité de s'installer dans tel département. Nous indiquons cette circulaire pour régler un certain nombre de cas qui nous ont été soumis.

I. — PERSONNEL

a) SURSIS

Modification du décret du 31-1-1961 concernant les conditions d'attribution et de renouvellement des sursis d'incorporation pour études et apprentissage.

Décret du 3-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3111.

b) PENSIONS CIVILES

1. Igrante : Validation de services antérieurs à 1960 des personnels contractuels relevant de la direction des Services médicaux et sociaux.

Circulaire du 10-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3141.

2. Régime complémentaire de retraites institué par le décret n° 59-1569 du 31-12-1959. Validation des services antérieurs au 1-1-1962. Circulaire du 20-8-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3141.

c) TRAITEMENTS ET INDEMNITES

1. Traitements applicables aux fonctionnaires de la Direction générale de l'Organisation et des programmes scolaires au 1^{er} juillet 1962. Circulaire du 5-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3119.

2. Taux des heures supplémentaires applicables au 1^{er} juillet 1962. Circulaire du 8-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3131.

d) PERSONNEL TITULAIRE

Préparation de la rentrée scolaire, compte tenu de la date d'entrée en fonction des agents d'Algérie de tous ordres affectés en France et de la candidature d'enseignants de la métropole à un poste en Afrique du Nord. Circulaire du 6-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3115.

II. — ENSEIGNEMENT

a) ENSEIGNEMENT

Enseignement de la technologie. Circulaire du 7-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3061.

b) CONGES SCOLAIRES

Date des congés pour l'année scolaire 1962-1963.

Circulaire du 6-8-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3107.

a) AGREGATIONS

1. Programme de l'agrégation de sciences naturelles pour la session de 1963. Note du 27-8-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3099.

2. Programme de l'agrégation de physiologie-biochimie pour la session de 1963. Note du 27-8-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3101.

3. Epreuves du thème à l'oral des agrégations de langues vivantes. Note du 3-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3103.

b) ELEVES

Admission des élèves rapatriés d'Algérie dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Circulaire du 10-9-1962, B.O.E.N. R.M./F. n° 34, p. 3105.

LE PROJET

UNE nouvelle fois — mais non pas la dernière — la réforme du baccalauréat est en chantier. Il y a quelques jours le conseil supérieur de l'enseignement a été appelé à se prononcer sur un projet dont la presse a déjà donné grossièrement la teneur. Rappelons que le Conseil supérieur ne donne qu'un avis facultatif, que le ministre n'est pas tenu de suivre. D'ailleurs, au moment où ces lignes sont écrites, on peut lire dans la grande presse que l'actuel ministre de l'E.N., M. Sudreau, doit être considéré comme démissionnaire du gouvernement. Il n'est donc pas certain que l'actuel projet arrive à bon terme. En revanche, il est très probable que s'il devait être modifié, les considérations dont il s'inspire seront reprises.

L'EXPOSE DES MOTIFS fait état de l'énorme accroissement des candidats au baccalauréat :

50 000 en 1930 pour les deux parties
230 000 en 1960
400 000 en 1965.

Cet accroissement numérique provoque une augmentation de la durée des opérations ; elle est de moins en moins compatible avec la centralisation actuelle de cet examen. De plus l'enseignement supérieur a de plus en plus de mal à fournir des présidents de jury en nombre important. La réforme à l'étude s'efforce d'apporter une solution à ce problème.

1. *Réduction du baccalauréat à une partie.* — On reviendrait à la formule passée du baccalauréat en une seule partie : seule l'actuelle seconde partie serait considérée comme le baccalauréat, c'est-à-dire un grade universitaire décerné par l'enseignement supérieur.

La première partie serait seulement un examen probatoire, échappant au supérieur, et placé sous la seule responsabilité de la Direction générale de l'Organisation et des Programmes scolaires.

2. *Décentralisation.* — La circonscription de base pour le passage de l'examen probatoire (actuelle première partie) serait l'arrondissement ; pour le baccalauréat proprement dit (actuelle deuxième partie) le département. Un échange de jury d'une circonscription à l'autre empêcherait qu'un correcteur soit amené à examiner les élèves de son propre établissement.

3. *Réduction de la durée de l'écrit.* — Tant à l'examen probatoire qu'au baccalauréat, l'écrit durerait 2 jours dans toutes les disciplines. Chacune des trois premières demi-journées serait consacrée à une épreuve ; la quatrième à trois épreuves courtes d'une heure chacune, selon le détail ci-dessous :

- a). baccalauréat ;
- b). examen probatoire.

4. *Autres dispositions.* — Une disposition originale qui a été repoussée par le Conseil supérieur, mais qui peut fort bien être reprise dans le texte définitif, consisterait à dispenser de l'examen probatoire un pourcentage d'élèves pouvant aller jusqu'au tiers du pourcentage des refus l'année précédente dans la série considérée de l'établissement considéré. Le but de cette disposition serait d'éviter d'alourdir inutilement la tâche des jurys en soumettant à l'examen des candidats dont la valeur ne fait aucun doute. Ces dispenses seraient accordées sur examen du livret scolaire par un jury présidé par l'inspecteur d'académie sans que jamais les membres du jury puissent appartenir à l'établissement considéré.

— Afin de diminuer le nombre excessif des candidats soumis à l'oral de contrôle (40 % du total) il est précisé que les jurys pourront ajourner les candidats dont la moyenne sera située entre 7 et 8 chaque fois que l'examen du livret scolaire corrobore cette insuffisance. Ils pourront de même admettre définitivement et sans plus de formalité ceux dont la moyenne se situerait entre 9 et 10 si l'examen du livret scolaire est satisfaisant.

EXAMEN DU PROJET

La commission socio-pédagogique du S.G.E.N., élargie à plusieurs membres du Bureau national du second degré, a procédé à un premier échange de vue sur ce projet. Il est bien entendu que les premières observations faites devront être approfondies, voire modifiées, suivant l'avenir qui sera réservé à ce texte et les réactions de nos collègues.

Personne ne conteste la nécessité d'une réforme. Cela dit, on doit convenir que tout projet doit répondre à des exigences multiples et quelque peu contradictoires.

— La nécessité de faire face à un nombre sans cesse croissant de candidats.

— Le souci de ne pas rogner davantage ni la durée du travail, ni la durée des vacances.

— Par voie de conséquence, la nécessité de simplifier et de comprimer au maximum les opérations du baccalauréat.

— Le souci des défenseurs de chaque discipline de ne pas être désavantagé, ni dans les horaires ni dans les coefficients, par rapport aux autres.

Tout cela amène à constater une chose que nous avons souvent répétée ici à propos de l'enseignement secondaire : nous sommes arrivés au point où la croissance quantitative implique une mutation qualitative. Au fur et à mesure qu'elle se démocratise, une institution se transforme. Longtemps le baccalauréat fut le diplôme distinctif d'appartenance ou d'accession à la bourgeoisie française. Et finalement tirant son prestige de son caractère inutile, ou si l'on préfère, gratuit. Car la situation sociale, la profession du jeune bourgeois n'était pas subordonnée à l'accession au grade de bachelier.

De nos jours, le baccalauréat est en train de perdre ce caractère. Il devient, pour une fraction sans cesse croissante de la population scolaire, un certificat d'études, au sens le plus plein et le plus fort du terme. Il n'est plus une fin en soi, mais un point de passage obligé.

D'où son ambiguïté actuelle : en tant que certificat d'études secondaires, il pourrait être accordé plus largement ; il est trop difficile ; mais en tant qu'il est aussi examen d'entrée dans l'enseignement supérieur, il n'est peut-être pas assez difficile. D'où l'institution de ce superbaccalauréat qu'est Propédeutique. Le moment est venu de se demander si ces deux examens ne doivent pas être à nouveau ajustés, coordonnés l'un par rapport à l'autre. C'est l'un de nos actuels sujets de préoccupation, et nous y reviendrons prochainement.

Il était bon toutefois que le problème du baccalauréat fût dès maintenant replacé dans cette évolution.

Cela dit, que penser de la réforme ?

La décentralisation : nous l'approuvons. Elle correspond à l'augmentation des effectifs. Elle limitera les déplacements des correcteurs, des candidats, et les délais de transmission des copies et des convocations.

Le retour du baccalauréat en une seule partie. — La réduction de la première partie à un simple examen probatoire semble avoir été faite essentiellement pour permettre la mise en place du système des dispenses aux meilleurs. Mais ce système lui-même est très discutable ; nous allons le voir.

En revanche, il est certains que les professeurs de lettres verront dans cette modification une diminution capitis, puisque le français, pas plus que les langues vivantes ne figurent dans les matières d'examen de la deuxième partie, seule appelée à conserver la dignité du baccalauréat. On peut certes répondre que ce serait avoir du français une vue trop étroite que de réduire à la littérature française, et qu'il est la base de toutes autres disciplines, tout spécialement la philosophie. On peut surtout ajouter qu'on aurait tort de concevoir l'enseignement des matières en fonction des examens et des coefficients. Nous avons souvent déploré au S.G.E.N. cette tendance qui fait de l'instruction civique, matière fondamentale, la cendrillon de notre enseignement secondaire. Toutefois, dans l'état actuel des choses, et tant que la conception de l'examen n'aura pas évolué,

il serait extrêmement grave que l'intérêt pour le français fût diminué à la suite de cette réforme.

Les dispenses. — Le principe pourrait ne pas être mauvais. Mais deux objections fondamentales viennent à l'esprit :

— Comment empêcher que des pressions soient exercées, soit au moment de l'établissement des livrets scolaires, soit au moment de la sélection des élèves dispensés ?

— Et surtout qu'est-ce qui demain s'opposera à l'extension de cette disposition à l'école privée ? Certes l'article 5 du projet d'arrêté stipule que seuls les élèves des établissements publics pourront bénéficier de la dispense. Mais ce n'est qu'un arrêté. Ce qu'un ministre a fait, un autre pourrait le défaire, et la presse ne s'est pas fait faute de laisser prévoir l'extension de cette mesure. Et bien que l'examen probatoire ne soit plus un garde universitaire, nous pouvons considérer qu'il s'agirait d'un premier pas vers la suppression du privilège universitaire de la collation des grades.

C'est pourquoi nous nous opposons fermement à cette mesure.

La répartition des matières. — L'examen des coefficients appellerait de nombreuses remarques, qui demanderaient un exposé détaillé... et sans doute contradictoire ! Au départ, et sur la demande expresse de l'enseignement supérieur, l'accent avait été mis pour l'examen probatoire sur les deux outils de base que constituent le français et les mathématiques, qui devaient automatiquement figurer à l'écrit dans toutes les séries. Il y aurait eu là un pas vers la reconnaissance et la définition du « pilier mathématique » et du « pilier personnel » tels que nous les définissons au S.G.E.N. Mais le « pilier social » n'apparaît pas vraiment. L'effort en vue de regrouper les disciplines en un ensemble cohérent est loin d'être assez poussé. De plus, on remarque qu'en dépit des intentions initiales, français et mathématiques ne figurent pas à tous les écrits de l'examen probatoire.

Dans l'immédiat, et compte tenu de nos objections fondamentales au mécanisme des dispenses, et d'autres remarques formulées plus haut, nous terminerons par quelques propositions d'amendement :

— Puisqu'un des buts poursuivis par la réforme est de réduire la durée de l'examen, pourquoi ne pas supprimer purement et simplement l'oral de contrôle et lui substituer l'examen du livret scolaire pour les candidats dont la moyenne sera comprise entre 8 et 10 ?

— D'autre part, nos collègues linguistes et historiens-géographes (1) auront certainement remarqué qu'ils sont désavantagés par les nouvelles dispositions qui, d'une manière générale, les réduiraient à la portion congrue : « interrogatoires écrits » d'une heure, dotés d'un faible coefficient.

C'est à nouveau le triomphe du « bachotage ». Comment contrôler en une heure d'écrit autre chose que des connaissances brutes ? Dans ces conditions et afin d'empêcher la disparition de « l'oralité » au baccalauréat, il nous paraît opportun de transformer ces interrogatoires écrits en épreuves orales. Une demi-heure de conversation permet bien davantage de juger le niveau réel d'un candidat en langues qu'une interrogation écrite d'une heure. La même chose peut être dite pour la physique, selon les spécialistes.

Les notes de ces trois interrogatoires orales seraient additionnées avec celles des 3 épreuves écrites pour aboutir à une seule note moyenne. Il ne s'agit donc pas de rétablir un barrage supplémentaire.

L'étude de ces questions se poursuit au S.G.E.N. Nous ne saurions trop engager nos camarades à nous faire part de leur point de vue.

Un seul mot pour conclure : pour les raisons indiquées plus haut, cette réforme du baccalauréat ne paraît pas devoir être la dernière. On peut le déplorer. On ne l'empêchera pas. Les structures sociologiques et les mœurs universitaires évoluent, mais pas assez vite pour être justiciables d'une seule réforme.

(1) En revanche, l'histoire-géographie devient matière fondamentale en série philosophie : « compensation » non négligeable et même justifiée.

J. JULLIARD

BACCALAUREAT SERIE PHILOSOPHIE

	Coeff.	Durée
Composition de philosophie	8	4 h
— d'histoire et de géographie	3	3 h
— de langue vivante étrangère	3	3 h
Interrogation écrite de mathématiques	2	1 h
— de sciences physiques	2	1 h
— de sciences naturelles	2	1 h

SERIE SCIENCES EXPERIMENTALES

	Coeff.	Durée
Composition de philosophie	6	3 h
— de sciences physiques ou de sciences naturelles	3	3 h
— de mathématiques	4	3 h
Interrogation écrite de sciences naturelles ou de sciences physiques	3	1 h
— d'histoire et de géographie	2	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h

SERIE MATHEMATIQUES

	Coeff.	Durée
Composition de mathématiques	7	3 h
— de sciences physiques	6	3 h
— de philosophie	2	3 h
Interrogation écrite d'histoire et de géographie	2	1 h
— de sciences naturelles	1	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h

SERIE MATHEMATIQUE ET TECHNIQUE

	Coeff.	Durée
Composition de mathématiques	5	3 h
— de sciences physiques	4	3 h
Epreuve de technologie	3	5 h
Interrogation écrite de philosophie	2	1 h
— d'histoire et de géographie	2	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h
Epreuve de technique pratique	2	4 h

SERIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

	Coeff.	Durée
Composition de mathématiques	3	3 h
— d'économie ou de géographie	3	3 h
Epreuve de langues vivantes étrangères	3	3 h
Composant :		
Composition en 1 ^{re} langue	2 h	3
Version en 2 ^e langue	1 h	3
Interrogation écrite de philosophie	3	1 h
— d'histoire et de géographie	3	1 h
— d'économie	3	1 h
— de sciences physiques	2	1 h

EXAMEN PROBATOIRE

SERIE A

	Coeff.	Durée
Composition française	4	3 h
Version latine	4	3 h
Version grecque	4	3 h
Interrogation écrite d'histoire et de géographie	2	1 h
— de mathématiques ou de sciences physiques	2	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h
Epreuve d'éducation physique	1	

SERIE A'

	Coeff.	Durée
Composition française	3	3 h
Version latine ou version grecque	5	3 h
Composition de mathématiques	4	3 h
Interrogation écrite d'histoire et de géographie	2	1 h
— de sciences physiques	3	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h
Epreuve d'éducation physique	1	

SERIE B

	Coeff.	Durée
Composition française	4	3 h
Version latine	4	3 h
Epreuve de 1 ^{re} langue vivante étrangère	3	3 h
Interrogation écrite de 2 ^e langue vivante étrang.	2	1 h
— d'histoire et de géographie	2	1 h
— de sciences physiques ou de mathématiques	2	1 h
— orale de 1 ^{re} langue vivante étrangère	2	
Epreuve d'éducation physique	1	

SERIE C

	Coeff.	Durée
Composition française	4	3 h
— de sciences physiques	4	3 h
— de mathématiques	4	3 h
Version latine	3	1 h
Interrogation écrite d'histoire et de géographie	2	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h
Epreuve d'éducation physique	1	

SERIE M

	Coeff.	Durée
Composition française	4	3 h
— de sciences physiques	4	3 h
— de mathématiques	4	3 h
Interrogation écrite de 2 ^e langue vivante étrang.	2	1 h
— d'histoire et de géographie	2	1 h
— de 1 ^{re} langue vivante étrang.	2	1 h
— orale de 1 ^{re} langue vivante étrang.	1	
Epreuve d'éducation physique	1	

SERIE M'

	Coeff.	Durée
Composition française	4	3 h
Composition de sciences physiques	4	3 h
Composition de mathématiques	4	3 h
Interrogation écrite de sciences naturelles	2	1 h
— d'histoire et de géographie	2	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h
— orale de langue vivante étrangère	1	
Epreuve d'éducation physique	1	

SERIE T

	Coeff.	Durée
Composition française	4	3 h
— de mathématiques	4	3 h
— de technologie	4	4 h
Interrogation écrite d'histoire et de géographie	2	1 h
— de langue vivante étrangère	2	1 h
— de sciences physiques	3	1 h
Epreuve d'éducation physique	1	

SERIE T'

	Coeff.	Durée
Composition française	4	3 h
Epreuve de 1 ^{re} langue vivante étrangère	3	3 h
Composition comprenant :		
— une composition de mathématiques	2	
— une composition de math statistiques ou un problème d'ordre économique	1	
Interrogation écrite d'histoire et de géographie	3	1 h
— de 2 ^e langue vivante étrang.	3	1 h
— de sciences physiques ou de techn. de produits marchands	2	1 h
— orale de 1 ^{re} langue vivante étrang.	1	
Epreuve d'éducation physique	1	

RENTREE SYNDICALE AUX I.P.E.S.-C.P.R.

Le bureau National I.P.E.S.-C.P.R. s'est réuni à Bierville, le 10 septembre, élargi aux participants de la section au stage de formation syndicale (9 au 13 septembre). 14 stagiaires et élèves-professeurs étaient présents, de neuf académies différentes.

I. - ETAT DE LA SECTION

Il est satisfaisant, le nombre de syndiqués est en augmentation sur l'année précédente : un effort doit être fait vers les Ipepsiens qui, c'est compréhensible, se syndiquent et militent également à l'U.N.E.F.

II. - DEFENSE DES I.P.E.S. ET C.P.R.

Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de faire le point sur le degré et les modalités d'application de la circulaire ministérielle du 19-9-62 concernant l'utilisation des stagiaires de C.P.R. à des heures d'enseignement. Tous les responsables académiques I.P.E.S.-C.P.R. ont reçu des instructions sur la conduite à tenir qui consiste à s'opposer à la réquisition des stagiaires ou du moins à limiter l'effet des mesures prévues afin de sauvegarder l'avenir des centres pédagogiques régionaux.

Les consignes sont les mêmes en ce qui concerne la « réquisition » des Ipepsiens de 3^e et 4^e année. Aucune circulaire n'est encore sortie, mais celle du 9-10-61 pourrait encore être applicable, il convient donc d'être vigilants.

Les R.A. I.P.E.S.-C.P.R. sont priés d'envoyer des comptes rendus sur la situation dans leur académie au secrétaire national I.P.E.S.-C.P.R. : Pierre Fleith, 22, rue de la Ville-Hoehnheim (Bas-Rhin).

III. - PROGRAMME DE L'ANNEE

★ A. Poyer, Josette Almand et la section de Besançon reprennent cette année l'enquête et l'étude sur le contenu et l'avenir du C.P.R., en liaison avec la commission Natanson.

★ Jean-Claude Riou et la section de Rennes feront de même pour les I.P.E.S.

★ Françoise Bernard (Paris) étudiera la question des enseignements spéciaux (musique et dessin) et la possibilité de revendiquer des I.P.E.S. et C.P.R. au même titre que les autres disciplines.

★ Pierre Boullier (Bordeaux) se charge de mettre au point immédiatement le dossier des R.A. I.P.E.S.-C.P.R. qui parviendra au plus tôt à chacun d'eux.

★ Josette Almand (Besançon) étudiera les résultats des agrégations et C.A.P.E.S. 1962 et en tirera, dans un prochain bulletin les conclusions qui découlent :

— du % d'Ipepsiens reçus au C.A.P.E.S.,
— du % de stagiaires et Ipepsiens reçus à l'agrégation.

D'autre part, il nous a été signalé dans certaines disciplines, que les Ipepsiens se présentant à l'oral du C.A.P.E.S. semblaient défavorisés par rapport aux autres candidats (sujets distribués, % d'admission...). Envoyez les faits de ce genre, s'ils sont indiscutables, à Josette Almand, 18, rue Sancey, Besançon (Doubs).

★ Liaison avec l'enseignement supérieur : Gérard Taverdet, ancien responsable national I.P.E.S.-C.P.R. et nouvel agrégé, en est chargé au sein du Bureau national. (29, rue de l'Arquebuse, Dijon (Côte-d'Or)).

IV. - PROCHAIN BULLETIN

Prévu pour décembre, il contiendra les articles suivants :

— le point sur la défense des I.P.E.S.-C.P.R.

— expériences de la section I.P.E.S.-C.P.R. de Rennes.

— les enseignements spéciaux et la formation de leurs professeurs.

— le début du travail entrepris sur le contenu et l'avenir des I.P.E.S. et C.P.R.

Prière de commander à Lebon, au siège de S.G.E.N. le nombre de « S.U. - Jeunes » nécessaires (Il aura quatre pages dont une pour les I.P.E.S.-C.P.R.).

Pierre FLEITH,

Secrétaire national I.P.E.S.-C.P.R.

Le numéro de la revue ESPRIT de septembre contient un ensemble sur la réforme de l'enseignement.

On y lira les importants articles de nos camarades LEPINEY, NATANSON et PROST, membres de la Commission socio-pédagogique du S.G.E.N.



NOTES DE LECTURE

LA RAISON D'ÉTAT

Les textes que publient Pierre Vidal-Naquet et le Comité Maurice Audin dans « La Raison d'Etat » (Ed. de Minuit) n'apportent sur le fond de la question traitée — l'existence de la torture avec l'accord des pouvoirs responsables tout au long de la guerre d'Algérie — pas de révélation aux adhérents du S.G.E.N. ; nous avons, en effet, été les premiers, parmi les organisations syndicales, à dénoncer cette plaie de la France contemporaine, et à mettre en garde l'opinion contre ses conséquences.

Il faut cependant lire les textes et les faire lire, car voici pour la première fois rassemblés, par ordre chronologique, des rapports officiels jusque là épars, et certains, dont les plus importants, inédits, comme les rapports de M. J. Maurey, directeur de la Sûreté Nationale, en décembre 55 et janvier 57. Ces textes prouvent que le pouvoir a constamment su ce qui se passait, et qu'il a laissé faire, voire encouragé (Cf. rapport Guillaume) ; l'insertion, dans le livre, des déclarations officielles faites à la Chambre des Députés par exemple, déclarations dans lesquelles le gouvernement se contentait de nier et de repousser, avec mépris, les accusations qui étaient portées montrant de façon saisissante que la torture comme institution est étroitement liée au mensonge comme institution.

Or, quand la torture et le mensonge deviennent des institutions, que reste-t-il de la démocratie ? Plus précisément, le fait que la torture et le mensonge soient devenus les institutions (et nous savons à quel point l'actuel chef de l'Etat a joué du mensonge, à l'égard de l'armée et des européens d'Algérie par exemple : on peut même dire que c'est l'un des fondements de sa politique) n'est-il pas le signe que la démocratie n'existe pratiquement plus en France, ce pays qui, na-

guère s'est avisé sur une question de justice ?

Car, il faut avoir le courage de le voir et de le dire, cette histoire de la torture et du mensonge pendant la guerre d'Algérie, c'est avant tout l'histoire de la dégradation de la conscience française, c'est celle de la démission de l'opinion et de ceux qui font l'opinion. A la question : qui est responsable ? il faut que nous, hommes « de gauche » qui nous croyons encore démocrates, il faut que nous ayons le courage de répondre que, bien sûr, ce sont les classes dirigeantes, les corps de l'Etat, et le chef de l'Etat, mais aussi, mais surtout peut-être, et sûrement en ce qui nous concerne, nous-mêmes qui, par notre incapacité à comprendre les transformations profondes subies par la société depuis le début de ce siècle, n'avons pas su garder sur l'opinion de ce pays l'influence que nous avions au temps de l'affaire Dreyfus, par exemple. Car il y a eu, contre les tortures et le mensonge pendant la guerre d'Algérie, probablement autant d'articles écrits, de pétitions, de discours, de livres de la part de la gauche intellectuelle qu'au temps de l'affaire Dreyfus ; mais cette action a été totalement inefficace, car nous n'avons pas su parler de façon à être entendus et nous ne disposions plus des moyens de diffusion nécessaires à notre époque : avoir perdu ces moyens alors que nous les avons eus à une certaine époque, voilà l'une de nos plus grosses fautes.

Il est urgent que les démocrates prennent conscience de leur incapacité à agir sur l'opinion, dont l'histoire de la guerre d'Algérie fournit tant de preuves éclatantes, et se mettent lucidement à rechercher les causes de cette incapacité si nous voulons qu'un jour la démocratie revienne en France.

M. BARBUT.

TOILES A DRAPS

LES PLUS BELLES
ET LES MEILLEURES QUALITÉS
Prix très réduits à nos adhérents
Echantillons franco sur demande
LANDIER, Toilier
YSSINGEAUX (Haute-Loire)

ADJOINTS
D'ENSEIGNEMENT

On trouvera ci-dessous le texte du décret prévoyant pour les adjoints d'enseignement des possibilités d'intégration temporaire et sous certaines conditions dans le cadre des chargés d'enseignement. Ce n'est là qu'une mince satisfaction pour les A.E. qui ne désirent pas enseigner à temps complet ; pour tous les licenciés d'enseignement pourvus d'une certaine expérience pédagogique, la seule mesure satisfaisante est l'intégration dans le cadre des professeurs licenciés et certifiés.

On sait, par la lecture des précédents numéros de « S.U. » que la réouverture du décret de septembre 1958 est proche ; le texte qui paraîtra permettra l'intégration dans toutes les disciplines. La circulaire aux Recteurs, annoncée dans notre dernier numéro, qui prévoit les modalités d'application, n'est pas encore partie, elle non plus, au moment où nous mettons sous presse.

Il faut se rappeler en tout cas que l'intégration des mathématiciens et physiciens et des licenciés de lettres modernes et classiques est toujours possible (décret d'août 1959).

Dans toute la mesure du possible, vous avez intérêt, dès cette année, à occuper un poste d'enseignement complet (voir dernier « S.U. »).

Circulaire du 17 septembre 1962

(PERSONNEL, BUREAU P1)
AUX RECTEURS

Objet : Adjoints d'enseignement. Echelonnement indiciaire. Décret n° 61-881 du 8 août 1961.

Le décret n° 61-881 du 8 août 1961 (1) prévoit que les adjoints d'enseignement pourront bénéficier du même échelonnement indiciaire que les chargés d'enseignement (265-605).

La présente instruction a pour objet de vous préciser les conditions d'application de ce texte.

Je dois tout d'abord souligner que le décret susvisé ne modifie en rien le statut des adjoints d'enseignement ; ces derniers conservent leur qualité, et restent soumis aux obligations de service définies par le décret n° 50-581 du 25 mai 1950. Ils pourront donc continuer d'assurer soit un service complet d'enseignement, soit un service complet de surveillance, soit un service mixte.

Seul est modifié, dans les conditions définies ci-après, leur régime de rémunération, par l'attribution d'un indice fonctionnel.

I. — BENEFICIAIRES

Peuvent prétendre au nouvel échelonnement indiciaire les adjoints d'enseignement satisfaisant à deux conditions :

— Assurer un service effectif d'enseignement d'une durée hebdomadaire égale à 18 heures.

Lorsqu'il ne vous sera pas possible d'assurer aux adjoints d'enseignement intéressés par cette mesure un service complet dans l'établissement où ils exercent actuellement, vous pourrez rechercher un complément de service dans un autre établissement. Vous pourrez également procéder à l'affectation de ces adjoints d'enseignement dans un autre établissement ou un tel service pourrait leur être offert. Bien entendu, ces établissements devront être situés à une distance raisonnable de celui où ils exercent actuellement afin de

n'imposer à ces agents ni un changement de domicile, ni des déplacements trop longs.

Dans le cas où l'une et l'autre de ces solutions se révéleraient impossibles, le nouvel échelonnement indiciaire pourra cependant être attribué, à condition que le service effectif d'enseignement soit au moins égal à 9 heures hebdomadaires ; il s'agit là d'une mesure de bienveillance qui ne devra être utilisée qu'à titre tout à fait exceptionnel et provisoire. Elle devra prendre fin dès que le recours à l'une des formules citées ci-dessus se révélera possible.

Assurer le service défini ci-dessus de façon continue pendant au moins un mois.

2. — DUREE D'APPLICATION

L'échelonnement indiciaire sera maintenu pendant tout le temps où seront remplies les conditions indiquées ci-dessus ; si le service d'enseignement devient inférieur à 9 heures hebdomadaires pour quelque raison que ce soit, le bénéfice de l'indice fonctionnel sera supprimé.

Toutefois, la situation acquise à la veille des vacances sera maintenue pendant toute leur durée.

3. — DATE D'EFFET

Le décret précité du 8-8-1961 prend effet du 1-5-1961 ; c'est à cette date que devront donc être appréciés les droits éventuels des adjoints d'enseignement ; ceux d'entre eux qui, au 1-5-1961, remplissaient les conditions requises bénéficieront des nouveaux indices à compter de cette date.

Vous voudrez bien faire prendre toutes dispositions utiles pour que soient opérées, dans les meilleurs délais, les régularisations qui s'imposent.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'Organisation
et des programmes scolaires.

J. CAPELLE

(1) R.M.F. n° 29 du 4-9-1961 ; p. 2917 ; chap. 241 D.C.-§ 1, p. 99.

Pour ne pas vous perdre

Pour éviter les surprises désagréables DANS LE MAQUIS DES TEXTES OFFICIELS

Un seul guide éprouvé :

LE VADE-MECUM DU SECOND DEGRÉ

Réclamez-le au responsable S.G.E.N. ou
commandez-le directement au C.C.P. - S.G.E.N.
PARIS 8776-93 - Prix franco : 4,50 NF

Bureau national second degré

17 SEPTEMBRE 1962

Présents : Julliard, Mousel, Mlle Huck, Mlle Gilson, Lebon, Reumont, Mlle Deslandres, André, Mlle Rivard, Mlle Ledran.

Excusés : Mlle Roussie, Goulon, Lefèvre.

Julliard fait un compte rendu de l'activité du S.G.E.N. pendant les vacances. Il fait part au bureau de ses impressions après l'audience ministérielle du 24 juillet. Si le projet de réforme du baccalauréat dont le texte vient seulement d'être communiqué du S.G.E.N. n'a pu être étudié à fond, la discussion s'engage sur la nouvelle structure de l'année scolaire et des vacances. Plusieurs membres du bureau font remarquer que rien n'est changé au rythme de travail des élèves et qu'au moment où les enseignants sont soumis à un régime de plus en plus éprouvant on leur enlève, sans contrepartie, une semaine de vacances (70 jours au lieu de 77 pour les correcteurs du baccalauréat). La question est posée de savoir comment cette revendication pourra être introduite dans la plate-forme revendicative générale.

Le bureau se préoccupe ensuite de la préparation de la prochaine réunion de la Commission générale d'Action revendicative. Nos positions doivent être popularisées ; la brochure sur les positions du S.G.E.N. en matière pédagogique doit être diffusée au maximum.

Un certain nombre de problèmes d'organisation intérieure sont posés : contenu de la page second degré pour les prochains numéros de S.U., rythme de tra-

vail du Bureau second degré, organisation des Commissions de catégories, statuts du bureau second degré et de la Commission administrative second degré du Comité national.

Le compte rendu des activités des « démarcheurs » au Ministère insiste enfin sur le problème du paiement des rappels dus aux collègues rentrés d'Algérie ; Mlle Gilson cite un cas particulièrement grave de non-paiement depuis septembre 1961 ; une protestation sera rédigée pour le ministère.

Prochaine réunion le 4 octobre.

RÉFORME

DU BACCALAURÉAT

POST-SCRIPTUM

Dans sa séance du mercredi 26 septembre, le Conseil Supérieur de l'Education Nationale a adopté par 42 voix contre 7 le projet de réforme.

Un certain nombre d'amendements ont été apportés : le principal concerne la dispense de l'examen probatoire pour un certain nombre d'élèves ; cette dispense disparaît.

D'autres concernent les coefficients et la durée des épreuves. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

J. JULLIARD.

C.E.G. : Une conférence de presse

Le 19 septembre, le S.G.E.N., le S.N.C., le S.N.D., la F.E.N.-F.O. ont tenu une conférence de presse commune. A cette occasion, Brocard, secrétaire délégué à l'Action revendicative générale du S.G.E.N., a précisé comment l'action lancée dans ce secteur clé répondait à nos préoccupations de syndicat général confédéré. Nos camarades liront ci-dessous des extraits de presse. La note remise par Brocard à la presse paraîtra dans notre prochain « S. U. ».

CE QU'EN DIT LA PRESSE

LES TITRES D'ABORD

- Les professeurs de C.E.G. (ex-cours complémentaires) expliquent leur grève des heures supplémentaires (**Libération**)
- Les professeurs des collèges d'enseignement général : « Grève des heures supplémentaires » (**Paris-Jour**)
- Des « profs » de collège vont faire la grève des heures supplémentaires (**Aurore**)
- Dans les collèges d'enseignement général : grève administrative (**Parisien Libéré**)
- Les profs de l'enseignement général : pas d'heures supplémentaires (**France-Soir**)
- Grève demain dans les collèges d'enseignement général (**Combat**)
- Un syndicat affirme : « Il y a plus « parent pauvre » que le technique à l'Education Nationale : les collèges d'enseignement général » - Grève administrative et refus des heures supplémentaires décidés par les professeurs et directeurs (**Figaro**)
- Dans les collèges d'enseignement général : les professeurs vont faire la grève des heures supplémentaires... et les directeurs, celle de l'administration (**Le Dauphiné Libéré**)

LES COMMENTAIRES

Toute la presse insiste sur l'absence d'équipement des C.E.G., sur la relative sous-rémunération des personnels, l'absence de fixation des maxima de service et précise la plate-forme revendicative et les consignes d'action.

Plusieurs journaux (**Combat**, **Parisien Li-**

béré, **Dauphiné Libéré**) soulignent, en la déformant d'ailleurs, la crainte exprimée par Brocard d'une réforme « qui équivaudrait à donner aux enfants des ouvriers et des ruraux un enseignement au rabais constituant une ségrégation scolaire ».

Libération note :

« Le S.N.I. se tient à l'écart de ce mouvement lancé par le syndicat national des collèges (autonomie), le S.G.E.N. (C.F.T.C.) et les syndicats F.O. : fait important, ces syndicats disent clairement aujourd'hui qu'ils ne veulent plus cautionner une fausse promotion des C.E.G. dans lesquels, disent-ils, on dispense trop souvent un ENSEIGNEMENT AU RABAIS. »

Pour **Le Figaro**, M. Brocard, secrétaire délégué du S.G.E.N., a insisté pour que priorité soit donnée aux investissements pour l'Education Nationale et sur la démocratisation, craignant que la réforme de l'enseignement ne soit le moyen d'une « pseudo-démocratisation ». Faute de moyens, a-t-il ajouté, les C.E.G. pourraient être amenés à donner un enseignement « au rabais » dont les utilisateurs se verraient, en fait, privés de la possibilité de poursuivre éventuellement leurs études au-delà de la classe de troisième.

*

Nous pourrions continuer les citations, notamment émanant de la presse de province. Nos camarades auront eu l'occasion d'en prendre directement connaissance. L'opinion publique est alertée. Il nous appartient, par notre participation active à la grève, de développer le courant d'intérêt qui s'est manifesté dès le départ.

J. BROCARD.

Fac-similé du compte rendu du journal « Le Monde »

Le Monde

Un ordre de grève des heures supplémentaires dans les collèges est lancé par plusieurs syndicats

Un ordre de grève des heures supplémentaires, à partir de la rentrée, a été donné aux professeurs des collèges d'enseignement général (ex-cours complémentaires) par le Syndicat national des collèges, le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.T.C.), le Syndicat des directeurs et celui des instituteurs Force Ouvrière.

Ces organisations invitent leurs adhérents à se refuser à tout travail au-delà d'un service hebdomadaire et vingt et une heures et demandent aux directeurs de collèges de faire la grève administrative.

« Ceux-ci, déclarent ces syndicats, doivent assurer la direction de leur école, en plus de leur enseignement, sans indemnité de charges administratives, sans crédits et personnel de secrétariat, sans personnel de surveillance. »

Le mécontentement des professeurs de collège est fort compréhensible. Ils réclament en effet depuis plusieurs années que l'on fixe à vingt et une heures par semaine leur service hebdomadaire, contre trente heures pour les instituteurs d'école primaire et dix-huit heures pour les professeurs certifiés des lycées. Si le ministre des finances est évidemment hostile à cette demande, le fait que les syndicats et, jusqu'à présent, les différentes directions du ministère ont des positions incompatibles sur la situation des collèges a largement contribué à bloquer cette affaire. Il s'agit en effet de savoir si les C.E.G. continueront à être obligatoirement liés

aux écoles primaires, comme le prévoit la loi de 1887.

M. Sudreau, comme son prédécesseur, M. Paye, estime que cette situation juridique ne correspond plus aux tâches du C.E.G., qui sont devenus des établissements du second degré, ayant parfois des effectifs aussi importants que les lycées. Différents projets de statuts administratifs des C.E.G. ont été préparés pour faire de ces collèges des établissements autonomes, donc distincts des écoles primaires ; leurs directeurs comme les proviseurs de lycées, seraient assistés par un personnel de secrétariat et de surveillance.

Mais l'adoption d'un tel statut autonome se heurte à la résistance du Syndicat national des instituteurs. Celui-ci a réaffirmé lors de son dernier congrès en juillet dernier que « les C.E.G. constituent un prolongement naturel de l'école primaire, qu'ils doivent conserver la souplesse des cours complémentaires et leur liaison étroite avec l'école primaire, les familles, le quartier, le milieu social. »

Si les C.E.G. n'ont pas de statut administratif, celui de leur personnel n'est pas non plus défini. Le Syndicat national des instituteurs a également demandé que leur service hebdomadaire soit réduit à vingt et une heures.

S'il ne participe pas à la grève, c'est en partie pour ne pas s'associer à ceux qui réclament l'autonomie des C.E.G.

Adhérents S. G. E. N. des sections d'Algérie rentrés en France

N'oubliez pas de communiquer au Secrétariat du S.G.E.N. VOTRE NOUVELLE ADRESSE, en rappelant l'adresse à laquelle vous receviez « S. U. » en Algérie, votre fonction et votre établissement

ACTION REVENDICATIVE

FONCTIONNAIRES,

Pas de décisions dictées par la seule "opportunité politique";

Reprise immédiate des discussions ;

Minimum mensuel de rémunération : 500 NF

réclame la Commission exécutive de la Fédération Générale C.F.T.C.

Les intentions récemment affirmées par le Gouvernement concernant nos camarades de la S. N. C. F. et de l'E. G. F., les retards dans la reprise de discussions gouvernement-fonctionnaires ont motivé deux initiatives du Secrétariat fédéral :

- Relance des contacts interfédéraux le 26 ;
- Réunion d'une C. E. extraordinaire le 27.

Une première rencontre a lieu dès aujourd'hui, 28 septembre. D'autres suivront au début de la semaine prochaine. Nous nous emploierons, comme par le passé, à réaliser un front uni des fonctionnaires, plus que jamais nécessaire pour que soit enfin posé dans toute son ampleur le problème de la remise en ordre des traitements de la fonction publique.

UN PLAN GENERAL, demande notre Fédération

Dans un communiqué publié à l'issue de la C. E. extraordinaire, nous précisons que ce plan, à élaborer au cours de discussions

immédiates, devra porter notamment sur :

- La réforme des corps d'exécution et la titularisation des auxiliaires ;
- La réparation des injustices de la grille actuelle ;
- La suppression des zones de salaires ;
- Le supplément familial de traitement ;
- La suppression de l'abattement du 1/6.

La commission exécutive estime que le minimum mensuel de rémunération doit être porté à 500 N. F. par le relèvement de 10 % du traitement de base, à compter du 1^{er} octobre 1962.

Voilà, très brièvement rappelé, le point de la situation en cette fin septembre, alors que près de trois mois se sont écoulés depuis la première — et la dernière — des séances de travail qui auraient dû se continuer pendant tout l'été.

Pour sa part, notre Fédération générale est prête à faire l'effort maximum pour obtenir un rapide « dégel ».

COOPÉRATION AVEC L'ALGÉRIE

Il semble que la date du 15 octobre soit décidément celle de la rentrée en Algérie (cf. déclarations de l'Exécutif provisoire, puis du président Ben Bella). Nous sommes actuellement quotidiennement en relations avec le ministère des Affaires algériennes et le ministère de l'Education nationale (D.C.C.E.) pour les diverses questions qui restent à décider : date où les enseignants nouveaux partants seront « extraits » des postes qu'ils ont dû occuper en France, conditions de l'acheminement, quelques cas de prise en charge de traitement pour ceux qui, pour une raison ou une autre, n'auraient pu prendre un poste en France au 21 septembre.

11 septembre 1962 - Conférence de presse au Ministère de l'E. N.

BROCARD représentait le S.G.E.N. à cette conférence de presse donnée par le directeur du cabinet de M. SUDREAU, assisté de M. HESSEL, directeur de la C.C.E., et de M. THERON, du cabinet de M. JOXE.

L'objet de la conférence est d'exposer à la presse et aux syndicalistes les perspectives de coopération culturelle avec l'Algérie, à la veille de la rentrée scolaire française.

Les représentants du ministre et de l'Administration commentent les protocoles d'accord, soulignant que les enseignants auront le choix entre l'Office et la Coopération culturelle.

La date avancée par le ministère (15 septembre) comme limite pour le choix entre le maintien en France ou le retour (ou le départ) en Algérie fait l'objet d'un long échange de vues entre syndicalistes et administration. Les représentants de la F.E.N. et de ses divers syndicats pensent que le délai est trop rapproché pour permettre aux cama-

rades rapatriés de décider s'ils veulent ou non retourner en Algérie. BROCARD conclut lui aussi à la nécessité de ne pas être trop rigide quant aux délais, mais souligne d'une part que pour le S.G.E.N., l'avenir de la coopération dépend avant tout de l'intérêt qu'elle suscitera auprès des jeunes, d'autre part que tout geste libéral sera le bienvenu et contribuera à dissiper une certaine inquiétude de nos camarades du Syndicat algérien des enseignants (U.G.T.A.). Nous savons en effet qu'ils se demandent parfois si les déclarations officielles ne masquent pas ici et là des attitudes peu « coopératives ».

Ce point de l'intervention du S. G. E. N. amène le directeur du cabinet à préciser solennellement — et non sans quelque véhémence ! — que nul n'a le droit de mettre en doute les intentions du gouvernement : tout sera fait, malgré les difficultés de la rentrée en France, pour aider le jeune Etat algérien dans ses tâches d'éducation.

Ainsi que l'a immédiatement indiqué BROCARD, nous ne pouvons que nous féliciter de cette affirmation publique et solennelle.

Le représentant du ministre avait, en début de séance annoncé, qu'après accord avec le ministère des Finances, toutes dispositions étaient prises pour une liquidation rapide des traitements en retard.

PETITES ANNONCES CLASSÉES

Envoyez le texte de votre annonce au dos d'un virement postal adressé au Cabinet COURTOT, 9, rue de Clichy, Paris (9^e).

Tarif : la ligne 2 NF plus taxes (9,29 %) (environ 40 lettres ou signes à la ligne)

Majoration pour domiciliation des annonces : 2 NF par annonce. Délai d'impression : dix jours environ.

A VENDRE, 4 km. La Bourboule, villa 7 pièces tout confort. Dépendances, jardin. Libre à la vente. 6 U Ecrire au Cabinet COURTOT qui transmettra.

A VENDRE à Savigny-sur-Orge : maison 5 pièces, sous-sol aménageable, proximité de gare, autoroute, lycée. 96.000 NF. — S'adresser à Mme MEUNIER, 62, avenue de la Gare, Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise).

La publicité est reçue au
CABINET COURTOT
9, rue de Clichy — PARIS 9^e
PIG : 82-33
C.C.P. PARIS 18.385 72

Directeur de la publication
Charles CULOT

Imprimerie spéciale
de « Syndicalisme Universitaire »
8, rue du Cornet, Le Mans

Tariff exécuté par des syndiqués